

4425

5472

ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS  
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATAE

11

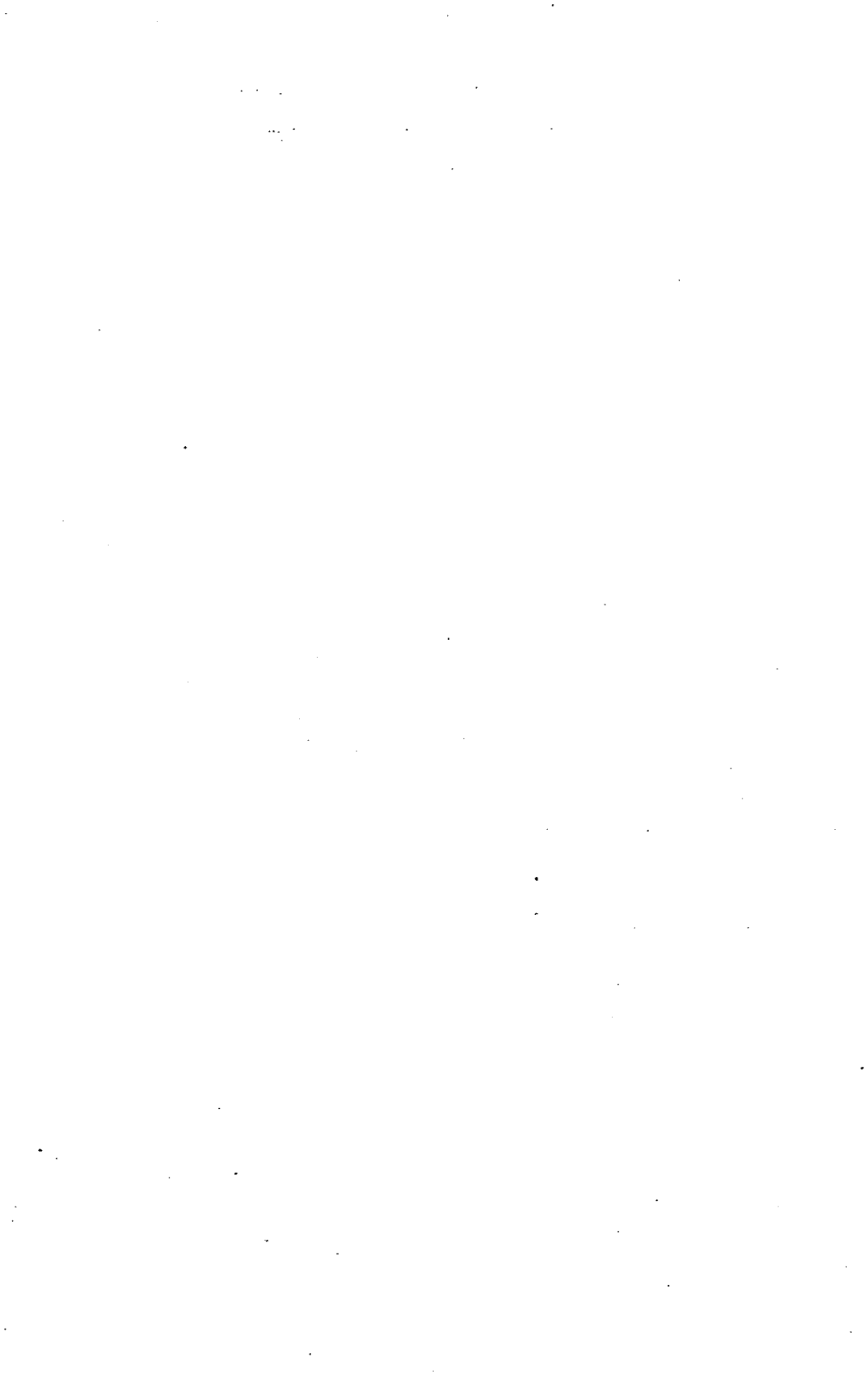
# ACTA HISTORICA

TOMUS LXXXVII.

1988 APR 1 1

HUNGARIA  
SZEGED  
1988





**ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS  
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATAE**

**ACTA HISTORICA  
TOMUS LXXXVII.**

**HUNGARIA  
SZEGED  
1988.**

ACTA UNIVERSITATIS SZEGEDIENSIS  
DE ATTILA JÓZSEF NOMINATAE  
ACTA HISTORICA

Szerkesztő bizottság

DR. ANDERLE ÁDÁM, DR. CSATÁRI DÁNIEL, DR. GAÁL ENDRE,  
DR. KRISTÓ GYULA, DR. MAKK FERENC, DR. SERFŐZŐ LAJOS

**Studia mediaevalia historiae universalis**  
**XII.**

Redegit

Dr. ÁDÁM ANDERLE

**Középkori egyetemes történeti tanulmányok**  
**XII.**

Szerkesztette

Dr. ANDERLE ÁDÁM

HU ISSN 0324 – 6965

Articles appearing in this journal are abstracted and indexed  
*in Historical Abstracts and America: History and Life*

**MUTATION DE L'HISTORIOGRAPHIE FRANÇAISE ET ELARGISSEMENT  
DE SON HORIZON AU XV<sup>e</sup> SIECLÉ. UN EXEMPLE:  
"LES AFFAIRES DE HONGRIE"**

Un débat continu persiste dans l'historiographie française concernant les valeurs historiques des chroniques françaises des deux derniers siècles du Moyen âge. Confrontées aux complexités des problèmes de l'époque et à d'autres sources, leur exactitude laisse, sans aucun doute, de nombreuses lacunes. Michelet par exemple, qui n'était pas un admirateur dévoué et inconditionnel des historiens et chroniqueurs du moyen âge (il penchait plutôt vers une des extrémités), dans la préface de son oeuvre juge la position et les valeurs des historiographes du XIV<sup>e</sup> – XV<sup>e</sup> siècles dans des propos suivants:

"Entrant aux siècles riches en actes et en pièces authentiques, l'histoire devient majeure, maîtresse de la chronique qu'elle domine, épure et juge. Armée de documents certains qu'ignora cette chronique, l'histoire, pour ainsi dire, la tient sur ses genoux comme un petit enfant dont elle écoute volontiers le babil, mais qu'il lui faut souvent reprendre et démentir."<sup>1</sup>

Propos sévères, sans doute, mais l'historiographie moderne ne les justifie pas dans tous les domaines. Il paraît, que la littérature historique – de même que l'ensemble du monde médiéval – devait subir une mutation profonde.<sup>2</sup> Ce changement provient tout aussi bien du développement intérieur du genre,<sup>3</sup> que de la pression extérieure, exercée par les bouleversements de la société et les intérêts évidents de la politique;<sup>4</sup> sans ignorer le fait que la multiplication des moyens et la volonté de communication, ainsi que certaines tendances du développement des mentalités (entre autres la problématique de la formation de la notion de l'Occident, les débuts du sentiment national)<sup>5</sup> avaient inévitablement accéléré le processus. L'historiographie et les autres sources se trouvent opposées chez Michelet:

"C'est un siècle déjà financier et légiste... la révolution économique rendit seul possible la révolution militaire, qui, par le rude échec de la chevalerie féodale prépara, amena la révolution politique. Les tournois de Froissart, Monstrelet et la Toison d'Or sont peu dans tout cela. C'est le petit côté."<sup>6</sup> – Et pourtant le rôle des historiens, des chroniqueurs de cette période reste toujours considérable, car ils apportent leur contribution précieuse et irremplaçable à l'étude de certaines tendances, telle que l'essor du sentiment national au XIV<sup>e</sup> – XV<sup>e</sup> siècles, par exemple.<sup>7</sup> Les historiens de cette période méritent donc une considération différente, à la fois plus complexe et plus juste, sans effacer leurs limites. Certes, ils ignorent de temps en temps les méthodes de l'histoire analytique, et la fouille systématique ou l'utilisation de documents ne font pas toujours partie de leur travail quotidien; mais les grandes tendances du développement de la pensée européenne apparaissent – certes, souvent de manière indirecte – dans ces oeuvres.<sup>8</sup> Mais quels sont les caractères principaux de la littérature historique

française au XIV<sup>e</sup> – XV<sup>e</sup> siècles? – Il y a des tendances fort bien connues et suffisamment claires à l'intérieur même du genre; apports des siècles précédents de l'historiographie française.

### *1./ Les tendances principales du développement de la littérature historique en France*

Élément décisif, la sécularisation de l'histoire est en concert avec l'essor politique des grandes monarchies. Elle est considérée en même temps, comme un apport significatif de l'éveil intellectuel qui trouve son origine dans le développement indiscutable de la France du XII<sup>e</sup> – XIII<sup>e</sup> siècles.<sup>9</sup> Cette tendance générale, cet enrichissement vont en se fortifiant tout au long du XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècles. Ce chemin parcouru est bien souvent interprété comme celui qui conduit tout naturellement à la naissance de l'historiographie, de "l'histoire nationale" – pour ainsi dire.<sup>10</sup>

Les étapes de ce développement sont fort bien connues, et ici nous nous contenterons d'en signaler les plus significatives (et ceci pour la continuité de notre raisonnement): ainsi, l'apparition de l'histoire en langue "vulgaire", ou autrement dit "nationale", ou la prépondérance de la prose sur le vers dans la littérature historique. Tout ceci suppose, que le personnage de l'historien change également; à côté du "clericus" on trouve de plus en plus souvent l'historien "pur laïc". Avec tout cela, l'origine sociale et la position de l'historien dans la société se sont modifiées et se modifient toujours. C'est un enrichissement certain de la littérature en général, et de l'historiographie en particulier. On compte parmi les traits caractéristiques de l'historiographie française l'existence d'une histoire "bilingue"; plus exactement la coexistence de l'histoire écrite en latin et en français tout le long des deux derniers siècles du moyen - âge occidental, avec surtout les Grandes Chroniques de France, rédigées en latin et aussitôt traduites en français (dès la fin du XIII<sup>e</sup> siècle).<sup>11</sup> Pourtant, les changements s'opèrent lentement: bien que le sujet, l'histoire prend parfois (et de plus en plus souvent) une distance nette de l'histoire cléricale, ça ne veut pas dire pour autant que l'histoire dite "providentialiste" perde du terrain définitivement; – on sait bien qu'elle se prolonge jusqu'à l'activité de Bossuet.<sup>12</sup> L'idée maîtresse se défend donc assez brillamment, la mutation s'opère au niveau des sujets d'abord: ainsi, certains sujets se séparent du récit traditionnel, ils s'identifient davantage. Ce processus fait partie de l'influence plus ou moins directe qu'exerce le développement du pays et de la Chrétienté sur l'historiographie française. Deux thèmes se cristallisent: l'essor de la monarchie des Capet, et le rôle, la participation français dans l'expansion de l'Ouest, – c'est-à-dire dans les croisades. "Les premiers historiens français"<sup>13</sup> Robert de Clari et Villehardouin représentent ce deuxième sujet avec éclat, originalité et qualité indiscutables. Ils dominent la littérature historique du XII<sup>e</sup> siècle, tandis que Joinville sera l'autorité incontestable et incontestée du XIII<sup>e</sup>, en représentant à la fois les deux sujets majeurs cités plus haut: en les unissant, il parvient à créer une image, un modèle de "roy idéal", souvent repris par les historiens des siècles suivants, un modèle qui influence profondément la pensée, l'idéologie de la fin du moyen - âge.<sup>14</sup> Ce modèle subit pourtant une légère modification: il devient de plus

en plus "national"; les identifications Roland – Bertrand Duguesclin, St. Louis – Charles V "Le Sage" s'imposent. Valeur inestimable du genre, les premières manifestations souvent confuses du "sentiment patriotique" nous sont transmises par cette littérature historique dès le XIII<sup>e</sup> siècle. Elle a toujours, après le XII<sup>e</sup> siècle de Villehardouin et le XIII<sup>e</sup> de Joinville, son représentant illustre, digne des prédécesseurs: Jean de Froissart.<sup>15</sup> Son personnage est très connu, son oeuvre a été éditée plusieurs fois. Sa "chronique historiée" représente bien la tendance principale du développement de l'historiographie française des siècles précédents; – mais son sujet (sans pour autant abandonner définitivement les thèmes favoris des chroniqueurs depuis des générations) change: c'est la guerre de cent ans qui anime tout, "la défense de l'ordre aristocratique" et l'idéal chevaleresque qui sont à l'ordre du jour.<sup>16</sup> Les exploits, les prouesses, les "faitz d'armes" fascinent avant tout l'historien et son public. C'est un monde cosmopolite, l'horizon s'élargit. L'historien devient lui - même l'incarnation de ce cosmopolitisme: il devient "voyageur" et "reporter" à la quête des exploits et de la vérité. Sa méthode, son style changent en s'enrichissant, on découvre souvent les manifestations d'une volonté critique. La position de l'historien se modifie aussi: il vit de son travail, il préfère s'assurer un public bienveillant, il cherche un protecteur, il veut lui plaire. (C'est ainsi, que la première partie des Chroniques de Froissart est proanglaise, la deuxième plutôt profrançaise...). L'historien finit par adopter sans trop de scrupules le point de vue de son seigneur.<sup>17</sup> Le sort, la vie, le personnage, le style de Froissart, ainsi que les tendances de l'historiographie française et le sujet de son oeuvre annoncent tous la littérature historique du XV<sup>e</sup> siècle.

## *2./ Les caractéristiques dominantes de l'historiographie française au XV<sup>e</sup> siècle*

Ce n'est pas seulement Froissart et son oeuvre qui ont survécu la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, mais aussi son sujet, la guerre de cent ans.<sup>18</sup> Cette guerre semble se perpétuer, et la deuxième phase, à côté de l'affrontement habituel franco – anglais, "s'affine" par une lutte acharnée des partis qui se disputent le pouvoir, c'est -à- dire "le gouvernement du roy". C'était le plus sanglant et le plus désastreux des affrontements intérieurs qu'ait connu la France médiévale: la querelle des Armagnacs et des Bourguignons.<sup>19</sup>

De façon générale, la menace que cet ordre féodal pressent dans sa division intérieure et qui se manifeste aussi de la part des paysans ou des écorcheurs; l'état de la Chrétienté en son ensemble, menacée d'une manière de plus en plus évidente par la poussée des Turcs et l'apparition des hérésies se traduisent en actes: la guerre, la violence continuent à dominer les modes de "communication" au XV<sup>e</sup> siècle.<sup>20</sup>

Du point de vue de notre sujet, ces conditions favorisent à la fois certaines survivances à l'intérieur de l'historiographie et préparent en même temps sa mutation profonde. Il y aura d'abord une "atomisation", une "décentralisation" par rapport aux siècles précédents dans la littérature historique.<sup>21</sup> L'histoire écrite se réfugie dans des monastères, mais surtout dans des cours princières et seigneuriales, ou bien – phénomène tout nouveau – dans les demeures de bourgeois.<sup>22</sup> La

formule classique: "l'histoire est la servante de la théologie" se modifie, car l'histoire devient surtout la servante du pouvoir; – pour ainsi dire, de la servitude des "pouvoirs célestes" elle s'engage au service des "puissances terrestres": c'est "l'histoire dans la dépendance des princes".<sup>23</sup> Il y aura des tendances politiques nettes, et la place accordée à certains types d'événement (par exemple à la politique européenne et aux problèmes qui se manifestent à la périphérie de la Chrétienté) varie en fonction des objectifs fixés préalablement par ces tendances.

Souvent, les historiens du XV<sup>e</sup> siècle se réclament continuateurs des "Chroniques" de Froissart. Ils sont nombreux, ils prouvent la véracité des propos suivants: "La guerre de Cent Ans n'a jamais manqué d'historiens. Témoins ou curieux de leur temps, inspirés par le désir d'être lus ou simplement par le besoin d'écrire, les hommes du XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles ont beaucoup écrit."<sup>24</sup> La quantité écrasante des produits historiographiques appartient aux caractères principaux de cette littérature historique en France, d'autant plus qu'un rôle nouveau se cristallise pour elle: "...l'histoire entre dans l'arsenal de la propagande politique."<sup>25</sup> Les historiens du XV<sup>e</sup> siècle veulent – comme Froissart – "cronisser et historier" à la fois; son style d'historien voyageur, "reporter", compilateur sera souvent suivi; – mais son talent et son oeuvre ne seront égalés que par très peu d'historiens, tels que Georges Chastellain<sup>26</sup> du côté bourguignon, et Philippe de Commines<sup>27</sup> du côté du roi: mais ces deux derniers auront aussi leur personnalités propres.

Le fait que l'historiographie jusqu'alors relativement unie, se trouve éclatée au début du XV<sup>e</sup> siècle, surévalue et dévalue à la fois le "métier d'historien": il devient un élément indispensable à la présentation de la volonté politique, car il use son métier dans les fins politiques bien définies par le prince. Souvent le genre du panégyric et celui de l'histoire sont difficiles à séparer.<sup>28</sup> En conséquence, l'historiographie – image fidèle des bouleversements sociaux et politiques – se divise principalement en deux au début du siècle: désormais il y aura une conception "orléanaise" et une adaptation "bourguignonne" de l'histoire de France.<sup>29</sup> Certains historiens par contre – comme Thomas Basin et Philippe de Commines – auront un point de vue plus original, grâce à la distance qu'ils arrivent à prendre de leur sujet.<sup>30</sup> L'attitude partisane est moins présente dans la Chronique du Religieux de Saint-Denis, qui reflète les sentiments d'un érudit soucieux du sort du roi et de son royaume. Son auteur s'incline de temps en temps devant l'opinion publique parisienne plutôt probourguignonne, mais autrement il représente la position traditionnelle des Grandes Chroniques.<sup>31</sup> L'oeuvre du Religieux de Saint-Denis remplit également son rôle de source première: les autres historiens en puisent beaucoup; presque tous, ils utilisent ce trésor. Certains, comme Jean Juvenel des Ursins ou Jean de Wavrin n'hésitent pas le compiler presque entièrement. Des Ursins rajoute ensuite très peu de réflexions personnelles.<sup>32</sup>

Il est à remarquer que la position d'un des historiens du Royaume de France, de celui qui rédige les Grandes Chroniques est privilégiée depuis le XIV<sup>e</sup> siècle: il est l'historiographe officiel du royaume. Son statut sera défini par un acte royal au XV<sup>e</sup> siècle: c'est Louis XI. qui précise la nature de cette office pour Jean Chartier.<sup>33</sup> Il doit être désormais "chroniqueur" et "historiographe du roy", ayant donc deux fonctions séparées, dotées de manières différentes.<sup>34</sup> Il est à noter, que le



frère de Jean, Alain Chartier, lui-même historien et poète excelle également comme "orateur" (c'est à dire ambassadeur) de Charles VII. La propagande politique efficace — Maître Alain l'a exercée entre autres à Buda, devant Sigismond — a des exigences assez précises: être historien, poète, homme de lettres (ou les trois en même temps) en font partie.<sup>35</sup>

A la cour des ducs de Bourgogne l'historiographie avait un rôle vraiment privilégié, elle devait rehausser l'éclat et la richesse de l'entourage des princes. Le rôle de ces historiens "entretenus" ou seulement sympathisant est bien connu, il était déterminé par un but politique clair: favoriser la cohésion de cet ensemble fragile d'états qui était la Bourgogne des ducs, en exaltant les qualités de la maison Valois de Bourgogne, présenter les qualités personnelles des ducs (voir les noms: "le Hardi", "Sans Peur", "le Bon", "le Téméraire"), car le duc constitue l'élément principal de cette cohésion. L'Historien devait souligner les traits communs du développement des pays appartenant au duc (et ceux des autres qui sont visés). Il a eu la tâche d'étudier et de reconstruire les antécédents, les archétypes possibles d'un état bourguignon puissant (comme par ex. le Royaume de Bourgogne).<sup>36</sup>

Parmi les personnalités les plus connues de cette Pléiade d'historiographes je citerais les suivants: Georges Chastellain,<sup>37</sup> Jean de Monstrelet,<sup>38</sup> Jean Le Fèvre,<sup>39</sup> Jacques Du Clercq,<sup>40</sup> Mathieu D'Escouchy,<sup>41</sup> Olivier de la Marche,<sup>42</sup> et Jean Wavrin.<sup>43</sup> Les traits caractéristiques de cette littérature historique sont révélateurs en général, tout aussi bien que les différences faciles à cerner, qui se manifestent entre les deux tendances principales.

Avec l'émiettement des forces politiques, avec la décentralisation du pouvoir la distribution des rôles change aussi dans l'histoire écrite: soit de façon que le personnage principal (le roi) est remplacé, "destitué", soit qu'il est poussé à l'arrière-plan. En tout cas, le roi — depuis Charles V. — perd son statut privilégié; les seigneurs et les princes le remplacent.<sup>44</sup> Du'une manière indirecte ou directe, les vrais acteurs des événements deviennent les personnages principaux de l'histoire écrite.<sup>45</sup>

Des modifications s'opèrent au niveau des méthodes également. La documentation commence à être considérée comme élément utile, sinon indispensable du travail de l'historien. L'influence de Froissart existe toujours, et la compilation reste un élément important de l'historiographie. Pourtant, "documentation — élaboration — composition"<sup>46</sup> deviennent les étapes naturelles du travail des historiens de tout bords.

Par contre, une différence nette se dessine entre le style des historiens bourguignons et celui des autres. Avec l'expression célèbre et souvent reprise de Huizinga, "la mise en scène d'un rêve" exige une attitude différente face aux faits, aux événements historiques: les historiens bourguignons s'intéressent davantage à la description des fêtes, des batailles, des entrées princières et royales; — en somme aux événements qui représentent bien l'éclat d'une cour et mènent à l'épanouissement de l'idée chevaleresque.<sup>47</sup> Les autres respectent plus les faits et la chronologie, et leurs récits son plus utilitaires, plus secs. C'est toujours l'oeuvre de Comynnes qui consitue une exception: "le Machiavel français" prend une position totalement différente.<sup>48</sup>

Les spécialistes insistent beaucoup sur la divergence de point de vue des historiographes concernant la guerre en général. Les bourguignons exaltent toujours la guerre, les faits d'armes, la prouesse sous toutes ses formes. Les guerres turques y trouvent une place privilégiée, surtout depuis Nicopolis qui — malgré la défaite — reste un événement de première importance en raison de la participation de Jean Sans Peur dans la bataille.<sup>49</sup>

La présentation de la guerre, des batailles n'est pas démesurée par contre chez Thomas Basin<sup>50</sup> et chez Commynes: ils évitent l'apothéose de la guerre et — surtout ce dernier — mettent en valeur les possibilités des négociations, des jeux de la diplomatie. Aussi bien que le modèle du prince se modifie, certes, à la cour de Bourgogne, mais chez Commynes il subit une métamorphose profonde: il sera le proche du "Principe" de Machiavel. Ainsi, lors de la présentation des princes les plus valeureux de l'époque, les Mémoires de Commynes réservent une place importante à Mathias Corvin et même au sultan Turc.<sup>51</sup>

A côté de ces remarques, il y a d'autres éléments qui affinent l'image de la littérature historique française du XV<sup>e</sup> siècle: elle manifeste un intérêt plus évident — comme nous l'avons dit plus haut — concernant l'ensemble de la région centre-européenne. La place réservée à la Hongrie y est considérable.

### *3./ Historiographie française et la Hongrie au XV<sup>e</sup> siècle*

Dès le début du XIV<sup>e</sup> siècle, les conditions sont plus favorables en général à l'élargissement des rapports politiques et culturels entre la France et la Hongrie. Avec l'accession de la maison angevine au trône hongrois, les échanges se sont multipliés, même si l'accord entre la maison royale de France et les Anjou de Hongrie n'était pas toujours parfait.<sup>52</sup> Désormais, la politique française compte, calcule avec la Hongrie régulièrement. La période de Sigismond, riche en initiatives diplomatiques concernant toute la Chrétienté, de même que la querelle franco — anglaise, ne laissent pas les historiographes français indifférents.<sup>53</sup> De plus, le problème turc, tout le long du XV<sup>e</sup> siècle reste un des thèmes favoris de l'historiographie française, car c'est un sujet "stratégique" de la politique.<sup>54</sup>

Les nouvelles arrivent par les ambassades, par les universitaires, par les pèlerins, par les marchands (surtout italiens), mais il y a une véritable "chasse à l'information", une demande accrue de la part des historiens et chroniqueurs. Choisissons un exemple non isolé du milieu du XV<sup>e</sup> siècle. Jean Chartier, après avoir mis le récit de la victoire de Belgrade dans sa chronique, rajoute:

"Cette conquête ainsi rapportée, pour estre mise en chroniques, fut affirmée sur les saints évangiles de Dieu et sur le voeu de pretrise ... Or les dessusnommés estans interrogez de moy chroniqueur, après le serment que dit est, comment ils scavoit les choses sus-mentionnées estre vrayes, déposerent qu'ils avoient esté présents et asisté personnellement en toutes ces batailles, estans en armes à combattre; mais que pour les grands périls de mort ou ils avoient esté, ils s'estoient vouez a la visite de saint-Denys, et a plusieurs autres pèlerinages qu'ils avoient

intencion de faire et accomplir avant que jamais ils retournassent en leur pays.”<sup>55</sup> Les exemples se multiplient dans ce domaine au XV<sup>e</sup> siècle: l'éditeur cite aussi le cas identique des trois écossais venus à Saint-Denys, pour porter témoignage analogue de ces trois hongrois.<sup>56</sup>

Desormais, les nouvelles, les renseignements arrivent d'une manière plus ou moins régulière. Mais quelles sont les nouvelles mises dans ces chroniques qui concernent l'histoire de la Hongrie? En tout cas, elles se multiplient; et grâce au travail érudit de I. Kont, A. Gabriel, Áldásy et D. Kosáry, nous avons une liste importante, précieuse, et presque complète des oeuvres historiques françaises qui comportent des renseignements sur l'histoire de la Hongrie.<sup>57</sup>

Il y a d'abord les sujets traditionnels que représentent les rapports dynastiques. L'historien du XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles y prête toujours une attention particulière. Dans notre époque, pour les rapports dynastiques proprement dits il y a deux périodes importantes, qui apparaissent dans la littérature historique française à leur tour: l'avènement de Sigismond au trône hongrois (solution d'ailleurs contraire aux aspirations françaises), et le projet de mariage de Ladislas V et de Madeleine, fille de Charles VII. (Ce projet fut empêché par la mort subite de Ladislas à Prague, pendant que son ambassade était à Paris, auprès de Charles VII., en 1457.)<sup>58</sup>

La préparation de l'armée chrétienne avant la bataille de Nicopolis représente la prélude du problème "les turcs en Europe" dans l'historiographie française. Désormais, cette problématique aura une présence continue: l'image menaçante du Turc apparaît régulièrement dans des descriptions de batailles et de campagnes, dans les négociations diplomatiques en général et même dans les explications de décisions données: le but final déclaré des actes sera la lutte anti-ottomane, mais dans la majorité des cas, il ne s'agit que des explications, des prétextes qui "passent". La formule très répandue: il faut d'abord refaire l'unité de l'église, de la Chrétienté, établir la paix pour "pouvoir combattre l'infidèle" ou "entreprendre le voyage d'outre-mer" sera largement exploitée.

Cette ambiance voulait que les historiens français suivent de très près les nouvelles arrivant de la frontière sud de Hongrie: les campagnes de Hunyadi ("le Chevalier Blanc" des récits français), la bataille de Várna, la chute de Byzance ou la victoire chrétienne de Belgrade.<sup>59</sup> Il est à noter que les historiens bourguignons ont un rôle plus marqué dans ce domaine: élément organique de la politique méditerranéenne des ducs de Bourgogne (surtout de celle de Philippe le Bon), la participation diplomatique et militaire dans les campagnes menées contre les Turcs aura toujours une place privilégiée.<sup>60</sup> L'exemple de Jean de Wavrin le démontre bien: auteur des "Anchiennes Chroniques et Istiores de la Grant-Bretagne à présent nommée Angleterre", a mis dans son oeuvre le récit de son neveu, Waleran de Wavrin, capitaine de la flotte bourguignonne envoyée au secours de l'armée de terre chrétienne, sur les années 1442 – 1444.<sup>61</sup> Les événements "sensationnels", tels que l'histoire du prince turc malheureux, le prince Djem, intéressaient également les chroniqueurs.<sup>62</sup>

Certes, la diplomatie est de plus en plus souvent inséparable de la guerre en général, et de la guerre turque en particulier, il y a tout de même une période importante qui la pousse au premier plan: à la fin du XIV<sup>e</sup> et au début du XV<sup>e</sup>

siècles les efforts visant à résoudre le schisme se multiplient. Le rôle français (politique et intellectuel) y est considérable, mais le vrai acteur des événements sera Sigismond de Luxembourg, "roi de Hongrie et roi des Romains", c'est à dire "Empereur élu". Son rôle et sa personnalité y sont décisifs surtout dans les années 1410. La plus grande entreprise de la diplomatie européenne sera régulièrement suivie par les historiens français de l'époque, ainsi que la carrière personnelle de Sigismond. Ainsi, à partir de la description de son couronnement à Aix-la-Chapelle, à travers de ses efforts pour réunir le concile de Constance, jusqu'au concile de Bâle et à son couronnement de Rome, Sigismond est souvent présent.<sup>63</sup>

De plus, une de ses entreprises laisse beaucoup de traces (et des commentaires contradictoires) dans l'historiographie française: il s'agit de sa médiation dans la querelle franco-anglaise. C'était une action diplomatique menée personnellement par Sigismond: elle supposait un long voyage et une série de rencontres et de négociations: à Perpignan (chez Bénédict XIII.) à Narbonne (chez Alphonse V. d'Aragon), à Paris (chez Charles VI. et son Conseil), la traversée de la Manche et une visite à Londres (chez Henri V.), le retour et le compte-rendu de Calais (dernière étape de la médiation, entrevue avec les représentants du roi de France, le duc de Bourgogne et autres). Le déroulement et les résultats de cette activité diplomatique signalent en même temps une transformation des systèmes des relations internationales de l'Occident médiéval.<sup>64</sup>

L'autre source de menace traditionnelle, le problème des hérétiques n'est pas absent, lui non plus de l'historiographie française. De plus, la lutte contre les hérétiques fait partie intégrante de l'image du prince idéal, tel que l'on l'imagine à l'époque en Europe, mais surtout à la cour bourguignonne.<sup>65</sup> Le problème hussite s'intègre, pour de multiples raisons, dans la politique extérieure des ducs de Bourgogne, surtout — bien évidemment — dans celle de Philippe le Bon.<sup>66</sup>

En outre, à part des sujets relevant de la grande politique, ces récits comportent de nombreux renseignements sur la langue, sur les habitudes et les moeurs des hongrois. Entre autres, le Bourgeois de Paris, Jean Chartier, Jean de Wavrin, G. Bouvier dit Berry<sup>67</sup> nous en laissent des témoignages remarquables.

*Pour conclure*, il est à remarquer, que de façon générale, l'historiographie française manifeste un intérêt accru vis-à-vis des pays jusqu'alors occasionnellement représentés. Cet élargissement d'horizon vers les "périphéries" semble même être un des traits caractéristiques de la littérature historique du XV<sup>e</sup> siècle. A ce niveau il y a un processus d'intégration des pays — comme la Bohême, la Pologne et la Hongrie — à la Chrétienté occidentale, ensuite à l'Occident en général.<sup>68</sup>

Sans aucun doute, ce phénomène est en rapport avec le changement de rôle de la région centre — européenne, qui apparaît dès le XIV<sup>e</sup> siècle. Son développement plus lent, mais continu parvient à le valoriser dans la politique européenne de la fin du Moyen âge, face à l'Europe de l'Ouest "traditionnelle", plongée dans "le temps des principautés".<sup>69</sup> L'affrontement entre principautés et autorité royal, jusqu'à l'avènement des grandes monarchies centralisées, cède le terrain à d'autres forces plus mobiles. L'affrontement du pape (des papes) et du concile met en valeur les possibilités de "l'autre" pouvoir "universel", celles de l'empereur; et le pouvoir

impérial, à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, incarne également la valorisation politique des pays de l'Europe Centrale.

De plus, cette région est la partie attaquée et dangereusement menacée de la Chrétienté occidentale: elle est exposée en même temps aux assauts des Turcs et au danger que représente l'hérésie, ce qui sont les ennemies héréditaires. Cet affrontement attire également l'attention des parties plus chanceuses de l'Occident, et la littérature historique y joue son rôle non négligeable: elle deviendra un vrai miroir de ces changements. Elle reprend régulièrement ces sujets, aussi bien par "actualité" que par "habitude".

Pourtant, des inégalités thématiques (et politiques) persistent entre les différentes tendances de l'historiographie française. Pour de multiples raisons, auxquelles nous avons fait allusion plus haut, les historiens bourguignons y occupent une place privilégiée: très attachés à la tradition chevaleresque de l'histoire écrite (dont ils reprennent les thèmes favoris), et conduits par "l'ardente volonté" de servir la politique des ducs de Bourgogne, ils accomplissent une mission bénéfique et nécessaire dans l'orientation du récit historique: ils ont ainsi le grand mérite de tenir à l'ordre du jour la menace qui pèse sur cette partie de l'Europe. Sans aucun doute, c'est la Papauté qui se trouve à la tête de l'organisation internationale de la lutte contre les turcs,<sup>70</sup> mais certaines puissances de l'Occident y participent régulièrement, et le duc de Bourgogne fait partie de ce cercle 'mobilisable'. Citons ici le cas du célèbre "Voeu de Faisan" fait par Philippe le Bon. Ce voeu semble un acte inutile et bizarre à la première vue, et il fait même sourire l'homme moderne. Pourtant, il s'agit d'une manifestation adéquate de la politique bourguignonne; — en fait, d'un programme politique suivi des actes.<sup>71</sup>

Comme nous l'avons dit plus haut, ce sujet lointain, mais traditionnel apparaît également dans les récits des historiens du parti advers, celui du roi de France. Les anciens réflexes fonctionnent toujours, surtout concernant les sujets comme les victoires chrétiennes ou turques, ou bien des événements qui touchent de près les intérêts du royaume, comme le projet de mariage Madelaine — Ladislas V. Mais, de façon générale, ils suivent les événements avec beaucoup plus de réserve et — peut — être par réaction à l'attitude des historiens bourguignons — sans trop d'enthousiasme. Ces récits sont à la fois plus pauvres et plus réalistes, et leur partialité est moins poétique. Les historiens du roi apportent tout de même leur contribution au phénomène général dont nous avons parlé plus haut; — Charles VII., lui — même utilise volontiers le problème, la menace turque dans sa propagande.<sup>72</sup> Pourtant, ils adoptent un comportement différent, qui annonce peut-être les futures tendances de la politique extérieure française. De ce comportement, celui de Comynes n'est pas très éloigné. Son oeuvre, par contre, se détache de ces tendances politiciennes, car sa vue portée sur l'Europe est, certes, nourrie par la tradition de l'historiographie française, mais elle est également imprégnée des idées, des principes de l'humanisme.

En tout cas, nous avons l'impression que dans la littérature historique du XV<sup>e</sup> siècle en France, l'opposition politique réelle des partis, les différences de style et des préférences de sujet souvent opposées — se complètent. Leur divergence, de notre point de vue, représente une certaine complexité, qui contribue à l'enrichissement de l'image des régions plus éloignées de la France, dont la Hongrie.

## NOTES

1. MICHELET, J.: *Le Moyen Age. Histoire de France*, Paris, 1981. p. 25.
2. HEERS, J.: *L'Occident aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Aspects économiques et sociaux "Nouvelle Clio" N° 23*. P.U.F. Paris, 1970., pp. 254–272, 349–373. Sur l'église voir RAPP, F.: *L'église et la vie religieuse à la fin du Moyen Age. "Nouvelle Clio" 25*. P.U.F. Paris, 1981. Sur l'état: GUENÉE, B.: *L'Occident aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Les états "Nouvelle Clio" 22*. P.U.F. Paris, 1981., WOLFF, Ph.: *Automne du Moyen Age ou printemps des temps nouveaux? L'économie européenne aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1986. pp. 207–301., LE GOFF, J.: *La civilisation de l'Occident médiéval "Les Grandes Civilisations"*, Paris, 1984., pp. 127–130. Sur la littérature historique de l'Occident voir GUENÉE, B.: *Historie et culture historique dans l'Occident médiéval*, Paris, 1980.
3. BOURDÉ, G. – MARTIN, H.: *Les écoles historiques "Points. Histoire" H67* Paris, 1983. pp. 11–54., EHRARD, J. – PALMADE, G.P.: *L'Histoire, "Collection U"*, 1965. pp. 9–15.
4. GUENÉE, *Histoire . . .* pp. 332–354., GUENÉE, *l'Occident . . .* pp. 85–93., DUROSSELLE, J.B.: *L'Idée d'Europe dans l'histoire*, Paris, 1984., pp. 61–82.
5. Voir HEERS, pp. 180–216., GUENÉE, *L'Occident . . .* pp. 57–84.
6. MICHELET, p. 25.
7. GUENÉE, B.: *État et nation en France au Moyen Age* *Revue Historique*, CCXXXVII., 1967/1. pp. 17–30.
8. Pour la formation d'une conscience nationale voir l'oeuvre classique de HUIZINGA, J.: *Patriotism and Nationalisme in European History, I. To the End of the Middle Ages "Men and Ideas"*, London, 1960. pp. 97–117. Pour une bibliographie soigneusement choisie du problème du développement de l'idée de la nation en Europe se reporter à l'oeuvre de GUENÉE, *L'Occident . . .*, pp. 23–25.
9. BOURDÉ – MARTIN, pp. 18–22., WOLFF, Ph.: *L'Éveil intellectuel de l'Europe. Histoire de la pensée européenne I.*, Paris, 1971., pp. 156–199, 235–238. "Points. Histoire" H2 GENICOT, L.: *Le XIII<sup>e</sup> siècle européen "Nouvelle Clio" 18*. pp. 360–388.
10. BOURDÉ – MARTIN, p. 20., EHRARD – PALMADE, pp. 11–12.
11. EHRARD – PALMADE, p. 12.
12. BOURDÉ – MARTIN, pp. 27–31.
13. EHRARD – PALMADE, p. 11., pour Clari et Villehardouin voir PAUPHILET, A. (ed.) : *Historiens et chroniqueurs du Moyen Age*, Paris, 1952. pp. 6–81 (Robert de CLARI: *La conquête de Constantinople*), pp. 89–194 (Geoffroy de VILLEHARDOUIN: *La conquête de Constantinople*).
14. JOINVILLE, Jean de: *Histoire de Saint Louis*, éditon PAUPHILET, pp. 201–366.
15. Il y a plusieurs éditions des *Chroniques de Froissart.*, ainsi Witt, C. de: *Les Chroniques de Jehan Froissart*, Paris, 1881., PAUPHILET, pp. 373–944 (incomplet), et les éditions de KERVIN de LETTENHOVE, Bruxelles, 1867–79.,

I—XXV., LUCE, S. — RAYNAULD, L. — MIROT, A., Paris, 1869 — (en 1967 14 vols. parus)

16. BOURDÉ — MARTIN, pp. 33—40., EHRARD — PANMADE, p. 13. HUIZINGA, J.: *A középkor alkonya (L'Automne du Moyen Age)* Bp. 1076., pp. 72—80.
17. BOURDÉ — MARTIN, pp. 34—35., voir également les notices sur Froissart de PAUPHILET, 369—371.
18. COVILLE, A.: *Les premiers Valois et la guerre de Cent Ans (1382—1422) "Histoire de la France Illustrée depuis les origines jusqu'à la Révolution"*, dir. par LAVISSE, E. vol. IV., Paris, 1931., FOWLER, K.: *Hundred Years War*, London, 1971., FAVIER, J.: *La Guerre de Cent Ans*, Paris, 1980.
19. A part des titres de la note précédente, voir AVOUR, J. d': *La querelle des Armagnacs et des Bourguignons. Histoire d'une crise d'autorité "La suite des temps 9."*, Paris, 1943.
20. CONTAMINE, Ph.: *La guerre au Moyen Age "Nouvelle Clio" 24.*, P.U.F. Paris, 1980. pp. 232—296., 390—405., 406—419., pour une bibliographie plus complète: pp. 27—41.
21. BORDÉ — MARTIN, p. 40., EHRARD — PALMADE, 13—14. pp.
22. Genre nouveau, le journal est un produit particulièrement intéressant de la littérature historique du XV<sup>e</sup> siècle. Les plus connus sont les suivants: *Journal d'un Bourgeois de Paris, 1405—1449.*, ed. par TUETÉY, A. Paris, 1881. "*Société de l'Histoire de Paris et de l'île de France*"; *Journal de Nicolas de BAYE, greffier du parlement de Paris, 1400—1417.*, ed. par TUETÉY, A. Paris 1885—1888., I—II. "*Société de l'Histoire de France*", *Journal de Clement de FAUQUEMBERQUE, greffier du parlement de Paris, 1417—1436.*, ed. par TUETÉY, A., Paris, 1903—1915., I—III. "*Société de l'Histoire de France*".
23. BOURDÉ — MARTIN, pp. 40—46., FAVIER, p. 615.
24. FAVIER, p. 615.
25. BOURDÉ — MARTIN, p. 34.
26. Les passages perdus de la *Chronique de Chastellain* ont été — en partie — retrouvés à Londres Jusqu'à la parution des éditions nouvelles restent édités les textes bien connus. KERVYN de LETTENHOVE (ed): *Oeuvres de Georges Chastellain*, Bruxelles, 1863—66, vols I—V.
27. Philippe de COMMYNES: *Mémoires*, ed. par CALMETTE, J.: Paris, 1924—26., vols I—III. "*Les Classiques de l'Histoire de France au Moyen Age*", DUFOURNET, J. (ed.) *Mémoires sur Louis XI. (1464—1483)*, Paris, 1979. Sur Comynes voir édition DUFOURNET, pp. 7—29, 531—539., et PAUPHILET, pp. 949—1448.
28. BOURDÉ — MARTIN, pp. 44—45., FAVIER, pp. 618—619. *L'oeuvre de Christine de PISAN en est un exemple à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Elle "n'écrit, que pour plaire au duc de Bourgogne". PISAN, Ch. de: Le livre des fais et bonnes Moeurs du sage roi Charles V.*, éd. par SOLENTE, S. Paris, 1936—1941., vols I—II. "*Société de l'Histoire de France*".
29. FAVIER, pp. 620—621.
30. BASIN, Th.: *Histoire de Charles VII.*, éd. par SAMARAN, Ch., Paris, 1933—1944. vols I—II. "*Les Classiques de l'Histoire de France au Moyen Age*".
31. *Continuation des Grandes Chroniques de France*, éd. par VIARD, J., Paris, 1920—1953. vols I—X. "*Société de l'Histoire de France*", Le RELIGIEUX de

- SAINT-DENYS: Chronique de Charles VI., éd. par BELLAQUET, L-F., Paris, 1839-1852. I-IV. "Collections des documents Inédits"
32. JUVENEL des URSINS, J.: Histoire de Charles VI., éd. MICHAUD - POUJOLAT, dans "Nouvelle Collection des Mémoires pour Servir à l'Histoire de France, II.", Paris, 1836.
33. CHARTIER, Jean: Chronique de Charles VII., Roi de France, éd. par VALLET de VIRVILLE, Paris, I-III. "Bibliothèque Elzévirienne"
34. BOURDÉ - MARTIN, p. 41.
35. Une de ses missions l'a mené à Buda, à la cour de Sigismond, en 1424-25. CHAMPION, P.: Histoire poétique du quinzième siècle I-II., Paris, 1923., tome I. pp. 94-109., sur Alain Chartier ibid, pp. 1-165.
36. BOURDÉ - MARTIN, p. 42., CALMETTE, J.: Les Grands Ducs de Bourgogne, Paris, 1949 (réédition de 1979), pp. 257-280.
37. "La perle et l'estoile de tous les histiriographes" (Olivier de la Marche). Sur Chastellain voir, enter autres, CALMETTE, pp. 258-262 (bibliographie). éd. par KERVYN de LETTENHOVE, Oeuvres de Georges CHASTELLAIN, Bruxelles, 1863-1866., vols I-VIII. "Académie de l'Histoire de Belgique".
38. DOUET - D'ARCO: (éd.) La chronique de Enguerrand de MONSTRELET, Paris, 1857-1862., vols I-VI. "Société de l'Histoire de France".
39. MORAND, F.: (éd.) Chronique de Jean LE FEVRE, seigneur de Saint-Rémy, 1876-1881. vols. I-II. "Société de l'Histoire de France".
40. REIFFENBERG, baron de: (éd.) Mémoires de Jacques du CLERCO, escuyer, Sieur de Beauvoir en Ternois, Bruxelles, 1835., vols I-IV.
41. FRESNE de BEAUCOURT: (éd.) Chronique de Mathieu d'ESCOUCHY, Paris, 1963. "Société de l'Histoire de France".
42. DE LA MARCHE, Olivier: Mémoires, éd. par BEAUNE d'ARBAUMONT, Paris, 1883-1888. "Société de l'Histoire de France".
43. WAVRIN, Jean de: Recueil des Chroniques et anchiennes Istoires de la Grant Bretagne, a present nomme Engleterre, éd. par HARDY, W.; London, 1864-1891, vols I-V. "Rerum Britannicarum Medii Aevi Scriptorum. . .", et par M<sup>lle</sup>DUPONT, Paris, 1837., vols I-III. Le récit de Waleran de Wavrin a été réédité par IORGA, Nicolae, sous le titre La campagne des croisés sur le Danube en 1445., Paris, 1927.
44. FAVIER, p. 621. Cette tendance se manifeste des le XIV<sup>e</sup> siècle. Le prince Noir, poème de Héraut de CHANDOS, éd. par MICHEL, F., Londres-Paris, 1883., La vie de Bertrand du Guesclin, par CUVELIER, éd. par CHARRIERE, Paris, 1839., "Collection des Documents Inédits", Chronique d'Arthur de Richemont, Connétable de France, duc de Bretagne, par Guillaume GRUEL., éd. par LE VAVASSEUR, A., Paris, 1890. "Société de l'Histoire de France"., Chronique de Perceval de CAGNY, éd. par MORAINVILLÉ, H. Paris, 1902. "Société de l'Histoire de France". (Cagny exalte les faits de Jean, duc d'Alençon).
45. Ce phénomène est très fort durant le règne de Charles VI., Voir AUTRAND, F.: Charles VI., Paris, 1986.
46. FAVIER, p. 616., BOURDÉ - MARTIN, p. 50., Analyse détaillée: GUENÉE, Histoire. . . , pp. 77-247.
47. BOURDÉ - MARTIN, pp. 46-48.



48. BOURDÉ – MARTIN, p. 47., EHRARD – PALMADE, pp. 14 – 15., DUFURNET (éd.), pp. 7 – 29.
49. La défaite de Nicopolis fait beaucoup de bruits dans toute la Chrétienté. Citons quelques documents du lendemain de la bataille: MÁLYUSZ, E.: Zsigmondkori Oklevéltár (Recueil des Chartes du Règne de Sigismond), I. numéros 4539, 4570, 4571, 4592, 4699, 4574, 4576, 4602, 4618, 4591, 4593., Mélanges historiques. Choix de documents inédits sur l'histoire de France, III. "Collection de Documents Inédits sur l'Histoire de France", Paris, 1890. pp. 158 – 170.
50. BASIN, Thomas: Histoire de Charles VII., éd. par SAMARAN, Ch., Paris, 1933 – 44., I – II. "Les Classiques de l'Histoire de France au Moyen Age".
51. COMMYNES, éd. DUFURNET, pp. 422 – 429., 514 – 527.
52. GABRIEL, A.: Les Rapports Dynastiques Franco-Hongrois au Moyen Age, Bp. 1944., pp. 58 – 59., LÉONARD, E.: Louis I<sup>er</sup> de Hongrie, protecteur du "Re Gianniò", [Revue des Études Hongroises], 1928, pp. 379 – 384., JARRY, E.: Le projet de mariage entre Louis de France et Catherine de Hongrie [Annuaire-Bulletin de la Société de la l'Histoire de France], 1893, pp. 210 – 218., WENZEL: Magyar diplomaciai emlékek az Anju-korból, III. Bp., 1876. "Monumenta Hungariae Historica", pp. 77 – 86., 90 – 95, 97 – 98, 103 – 104., FEJÉR, G.: Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis, Budae, 1834 – 42., IX)4. pp. 558 – 561.
53. HORVÁTH, J.: Magyar diplomácia, magyar diplomaták, Bp. 1941.  
HERCEGH, G.: Magyarország külpolitikája 896 – 1919., Bp. 1987.  
FRAKNÓI, V.: Magyarország egyházi és politikai összeköttetései a Római Szent-Székkal a magyar királyság megalapításától a konstanzi zsinatig. Bp. 1901, pp. 296 – 321., COVILLE, A.: Les premieres Valois et la guerre de Cent-Ans (1382 – 1422) "Histoire de la France illustrée..." dir. par LAVISSE, E., vol. IV., Paris, 1931, pp. 314 – 370.
54. LACAZE, Y.: Politique 'méditerranéenne' et projets de croisade chez Philippe le Bon: De la chute de Byzance à la victoire chrétienne de Belgrade (mai 1453 – juillet 1456) [Annales de Bourgogne] XLI, n° 161 – 162, 1969, I – II., pp. 5 – 42., 81 – 132. et Philippe le Bon et le problème hussite: un projet de croisade bourguignon en 1428 – 29, [Revue Historique] CCXLI, 1969, pp. 69 – 99., IOGRA, N.: Les aventures "sarrazines" des Français de Bourgogne, "Mélanges d'Histoire Générale de l'Université de Cluj," I., Cluj, 1927, pp. 7 – 56., MÁLYUSZ, E.: Zsigmond király uralma Magyarországon, (Le règne de Sigismond en Hongrie), Bp. 1984, pp. 74 – 101.
55. CHARTIER, J.: Chronique de Charles VII., Roi de France, éd. par VALLET de VIRVILLE, Paris 1858., t. III. pp. 68 – 69. Il est remarquable, que les informateurs mentionnés qui se présentent devant Jean Chartier, chroniqueur, viennent des pays, où Maître Alain Chartier, poète et orateur, avait fait des voyages diplomatiques importants. CHAMPION, pp. 94 – 110, 121 – 132.
56. CHARTIER, éd. citée p. 68. note 4.
57. GABRIEL, Les Rapports Dynastiques. . . , pp. 35 – 67.,  
ÁLDÁSY, A: A XV. sz.-i nyugati elbeszélő források, Bp. (Les sources narratives de l'Occident au XV.<sup>e</sup> s.), KOSÁRY, D.: Bevezetés a magyar történelem forrásaiba és irodalmába, I., Bp. 1951. p. 109 – 111., KONT, I.: Chrestomathie

hongroise. Morceaux choisis des poètes et des prosateurs depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, Paris, Heidelberg, London, 1909.

58. CHARTIER, III., pp. 74–79., DU CLERCO, pp. 260–272., d'ESCOUCHY, pp. 74–79., GRUEL, pp. 224–225., COMMYNES, pp. 522–524., CHASTELLAIN, II., pp. 153, 188., III. pp. 11–12, 110–113, 310–312, 320–326, 368–369, 371–373, 375–377, 380–383, 392. V., p. 61., VI., p. 389., VII., 194–216.
59. DU CLERCO, IV., pp. 182–184, 219–222, 233–236, 109–201, 206–209, 247–248., V., pp. 18–23, 45–53., d'ESCOUCHY, pp. 121–124, CHARTIER, III., pp. 2–15, 19–41, 57–74, II., pp. 60. 122 et les p. suiv., 173 et les p. suiv., CHASTELLAIN, II., pp. 146–147, 345, III. 111–112, 116, VII., p. 95.
60. LACAZE, Y., Politique. . . et BOURASSIN, E.: Philippe le Bon, Le Grand Lion des Flandres, Paris 1983. pp. 267–295.
61. WAVRIN, éd. de M<sup>lle</sup> DUPONT, II. 1–162., IORGA, N.: Notes et extraits pour servir à l'histoire des Croisades au XV<sup>e</sup> siècle., II<sup>e</sup> série, Paris, 1899., IORGA, La campagne. . . , KROPF, L.: Jehan de Wavrin krónikájából (Des Chroniques de Jehan de Wavrin), Századok, 1894., pp. 675–696.
62. CHASTELLAIN, II. p. 309., III. pp. 90, 103–104, 116.
63. CHASTELLAIN, II. pp. 152, 213–215, 218–219, V. p. 236., VII. pp. 112, 117–118, 214–216., LE FEVRE, I. 277–280, 283–286., II. pp. 161–164., BAYE, II. pp. 201, 241–246., FAUQUEMBERQUE, pp. 26–27, 80–84, 89, 94., CAGNY, pp. 102–103., JUVENEL des URSINS, pp. 385–386, 529–531., MONSTRELET, 347–349, 352–367, 369–386, 393–397., WAVRIN, 163–164, 230–239 (éd. HARDY), Journal d'un Bourgeois de Paris, p. 646.
64. MÁLYUSZ, pp. 77–79., CSERNUS, S.: A nemzetközi kapcsolatok rendszerének átalakulása Nyugat-Európában a XV. sz. elején (La transformation du système de relations internationales en Europe de l'Ouest, au début du XV<sup>e</sup> s.), [Acta Historica Univ. Szeged], LXXVI., pp. 11–23.
65. CHASTELLAIN, V. 211–217., GUENÉE, L'Occident. . . , pp. 137–150.
66. LACAZE, Philippe le Bon et. . .
67. LE BOUVIER, dit BERRY, Gilles: Le Livre de la description des pays, éd. par HAMY, E-T., "Recueil de Voyages et de Documents pour servir à l'histoire de la Géographie", pp. 75–101.
68. GUENÉE, L'Occident. . . , pp. 57–68., Il cite Piccolomini, qui définit la notion de l'Occident, de la Crétienté latine, et celle d'Europe, en donnant la 'liste' des pays qui y appartiennent: l'Espagne, la Gaule, la Bretagne, la Germanie, la Pologne, la Hongrie et l'Italie. p. 60.
69. FAVIER, J.: Le temps des Principautés "Histoire de France" II., 1984., pp. 339–439., GUENÉE, L'Occident. . . , pp. 133–142.
70. Se reporter à l'excellent ouvrage de M. Kenneth SETTON: The Papacy and the Levant (1204–1571) vol. II. The Fifteenth Century, – "The American Phil. Society", Philadelphia, 1978.
71. Olivier de la MARCHE nous raconte le "Banquet allégorique", et le "Voeu de Faisan", qui a eu lieu à Lille, en février 1454. Dans l'Appendice de l'édition des oeuvres de Monstrelet (DOUET–D'ARCO) nous retrouvons le texte; pp. 395–447., Voir aussi BOURASSIN, pp. 267–295., SETTON, pp. 138–196.
72. CHAMPION, I. pp. 83–93.

ÁTALAKULÁSI FOLYAMATOK A XV. SZ.-I FRANCIA TÖRTÉNETÍRÁSBAN  
ÉS A LÁTÓKÖR KITÁGULÁSA. EGY PÉLDA:  
„MAGYARORSZÁG ÜGYEIRŐL”  
(Rezümé)

A XV. sz.-i francia történeti irodalomban, éppúgy mint a gazdaság, a társadalom, a politikai élet különböző területein mélyreható változások érlelődtek, és noha nem voltak függetlenek a más területeken jelentkező „mutációk” sorától, a műfaj egyfajta olyan belső fejlődéséből is következtek, melynek fontosabb állomásai jól elkülöníthetők. A tanulmány jelzésszerűen igyekszik felvázolni azokat a főbb vonásokat, amelyek a XV. sz.-i francia történetírást jellemzik, néhány észrevétellel kiegészítve a róla kialakult képet.

Megjegyzendő, hogy esetenként komoly bizalmatlanság tapasztalható a XIV – XV. sz.-i történetírás produktumaival szemben, hiszen tényanyaga, az elemzések színvonala mai szemmel (és a korabeli más forrásokkal konfrontálva) valóban sok kívánnivalót hagyhat maga után; főleg akkor, ha egyéb szempontok, irányok nem motiválják a megítélést. Mindenesetre, az utóbbi időszakban fokozatosan felerősödött civilizáció – történeti, mentalitás – történeti kutatások alaposan módosították ezt a sommás ítéletet.

A XV. sz.-i francia történeti irodalom főbb jellemzői között említendő mindezenekelött, hogy hűséges tükrözője a korabeli politikai viszonyoknak abban is, hogy az addig viszonylag egységes francia történetírás pártokra bomlik, decentralizálódik és – ezzel egyidőben – a fejedelmi udvarokba telepszik. Így tovább folytatódik a laicizálódás folyamata, új műfaji lehetőségek formálódnak (histoire, mémoires, journal, chronique), keverednek és a nyelvi kifejezőeszközök is egyre inkább „hozzágazdagodnak” a lehetőségekhez. Változik a történetírók száma, a történetíró személye, társadalmi helyzete, eredete és megítélése is; egyfajta sajátos „demokratizálódáson” megy keresztül ezzel a történeti irodalom egésze.

Tematikai módosulás, útkeresés jelentkezik a fentiekkel egyidőben: a korábbi, egyeduralkodó témák (francia szerep a kereszties hadjáratokban, illetve a Capet-monarchia kiteljesedése) nem tűnnek ugyan el nyomtalanul, de a domináns szerep a háborúnak, a százéves háborúnak jut. Főszerepre is a lovagi eszményeket legtökéletesebben megvalósítók törnek, és ezzel változik a modellértékű ábrázolások tartalma is. Mindenekelött látványos átalakulást mutat az uralkodóról alkotott kép, melynek során a Szent Lajos-féle királymodell. V. Károly személyében születik újjá, majd pedig szövevényes úton, Franciaország „armagnac” és „bourguignon” koncepciójának harcában edződve és módosulva a Machiavelli-féle „Principe” egyfajta sajátos francia előképéig jusson, melyet Commynes ad a XI. Lajosról készített portréjában.

Változott ezenkívül a történetírásnak az uralkodóhoz, a királyhoz való viszonya, amennyiben gyakran háttérbe szorul annak hagyományos főszerepe, és helyét főleg a territoriális fejedelmek foglalják el: a XV. sz.-ra a történetírás az „égi hata-

lom” szolgálatából a földi hatalmasságok szolgálatába szegődött; – a hercegek szolgálatába.

Eszerint tehát a XV.sz.-i francia történetírás, főleg a század első felében, a pártérdek feltétlen kiszolgálása szellemében alapvetően orléans-i illetve burgundi, noha létezik néhány olyan produkció, amely eredetiségéből következően igencsak elválik a kliséktől; – így elsősorban Thomas Basin, Georges Chastellain és Philippe de Commines munkái.

A két alap-irányzat közötti koncepcióbeli eltérés oly erős, hogy tartalmi és formai elemekben egyaránt nyomon követhető. Más arányokkal találkozunk az érdeklődés és a szerkesztés terén, és más a konkrét eseményekhez (tények, kronológia) való viszonyuk, és igen különböző a stílus is.

A polemizáló jelleg – sok más tényező mellett – jelentősen növeli az írott történeti anyag mennyiségét, a fejedelmi udvarok szívesen látnak és tartanak el történészeket, míg burgund udvar történészek hadát alkalmazza alaposan körvonalazott politikai célok (burgund külpolitikai törekvések, a belső kohézió elősegítése, a burgund Valois-k dicsőítése) érdekében. Nem elhanyagolható törekvés a „közvélemény” befolyásolásának szándéka. A történetírás egyik fontos feladata lesz, hogy „muníciót” biztosítson a politika számára, melyet aztán „orateur”-ök, szónokköltő – történétíró – diplomaták használnak fel uruk szolgálatában járva Európát.

Nem utolsó sorban említjük meg, hiszen a XV. sz.-i történetírás egészére jellemző: az érdeklődési kör alaposan kiszélesedik, a horizont tágul tartalmi vonatkozásban és a különböző, addig ritkán szereplő régiókat illetően egyaránt. Így tehát a nyugati kereszténység „perifériáin” lévő területekről érkező információk rendszeresebbek, arányosan nagyobb figyelmet kapnak; – sőt, a történétírók tudatosan igyekeznek műveiket ily módon is gazdagítani. Motiválhatja ezt a törekvést belpolitikai érdek (a közvetlen ellenség ellensége iránti érdeklődés: skótok, portugálok, spanyolok), a kereszténység egészét érintő problémák figyelemmel kísérése (eretnesség, általános béketörekvések, egyházszakadás) valamint a külső fenyegetések tudata és tudatosítási igénye (török előretérés).

A fenti tényezők általában irányítják a figyelmet a perifériákra, különösen pedig Közép és Kelet-Európára, így a magyar vonatkozású anyag sorozatosan gyarapodik, és tartalmaz hagyományosnak tekinthető dinasztikus ügyeket (Anjou - kor, Zsigmond trónra lépése, V. László), béketeremtő kísérleteket (Zsigmond) eretnekségekről és az egyházszakadásról szóló információkat (Zsigmond, husziták, Konstanz), törökellenes harcokról szóló beszámolókat (Hunyadi, Ulászló, Mátyás) vagy az európai fejedelmekről adott leírásokból kirajzolódó Mátyás-képet.

Ugyanakkor a horizont kiszélesedésének eme folyamata nem azonos mértékben és súllyal jelentkezik valamennyi történétírónál és pártonként itt is mutatkozik jelentős eltérés. (Az oroszlanrész a burgundiaké.) Mindenesetre aligha fér kétség ahhoz, hogy a fenti folyamat szerepe egyszerre nagyjelentőségű egy modernebb Christianitas = Occides = Európa-fogalom kialakítása és ezen belül nagy „nemzeti monarchiák” kifejlődésének regisztrálása szempontjából. A valódi súlypont ugyan az utóbbin van, még ha a korabeli történetírás és az általa kiszolgált politikai frazeológia gyakran az előbbit látszik is előnyben részesíteni.

A tanulmány a fenti kérdésekre jelzésszerűen igyekszik felhívni a figyelmet, és a meglehetősen gazdag magyar anyagnak itt csak a számbavételére szorítkozhat.

## LA TEORÍA POLÍTICA ESPAÑOLA DEL SIGLO XVI Y LA LEGISLACIÓN DE LAS INDIAS

"Hemos venido para servir a Dios  
y al Rey - y para enriquecernos."  
Bernal Díaz del Castillo

El pensamiento público español del siglo XVI era especialmente sensible para los problemas de la teoría política. Esa sensibilidad se alimentó de múltiples fuentes. Con la reconquista del territorio de España y con su unificación bajo una sólo corona nació el problema del centralismo y del regionalismo que tiene su efecto hasta nuestros días. Significaba un problema extra para el joven Estado español el hecho que, casi sin antecedentes, pronto pudo aparecer en la palestra de la política europea como una gran potencia. Además, el descubrimiento inesperado de América y su rápida conquista impuso una serie de nuevos interrogantes. Sin embargo, estos tres factores no sólo explican la sensibilidad de la conciencia política española, sino puso relieve varias cuestiones que surgieron ya anteriormente en la teoría política cristiana europea, no obstante sin ser solucionadas, como la relación entre el Papado y las potencias civiles, el Imperio y los demás estados, los cristianos y los no-cristianos, la civilización y la barbarie, el individuo y el Estado, la comunidad y el Estado (los estamentos y el soberano), el origen de la soberanía, los derechos del soberano, el derecho de la guerra, las fuentes del derecho internacional, etc.

Buena parte de esos pensamientos está presente en todo el sistema de ideas renacentista europeo. Sin embargo, algunos factores hacen característica la respuesta española dada a estos problemas. Tal es, ante todo, la tradición de la reconquista católica, surgida en la lucha de casi siete siglos contra los moros, que presta un colorido sui generis al renacimiento español. Son demás factores importantes (sin la pretensión de la totalidad y no en orden de prioridad) la aparición de la neoescolástica en España, la renovación del pensamiento aristotélico, el reflejo del desarrollo económico en el pensar, la aparición del modo de ver económico, el encuentro de la escuela de Salamanca, tradicionalmente de motivación jurídica, con el espíritu de la escuela filosófica moral parisiense, asimismo el espíritu español "sensible para con el pensamiento jurídico, apasionado, propenso a los extremismos, ferviente católico."<sup>(1)</sup> Todo eso tomó cuerpo en la lucha entre el partido catalán-aragonés, reclutado de entre los elementos conversos y letrados, y apoyado por el Consejo de Indias y la Casa de la Contratación, y los adeptos a la Universidad de Salamanca.<sup>(2)</sup> Al primer grupo pertenían los comerciantes quienes apoyaron las acciones de la Corona en ultramar con su capital, considerando a la conquista como una empresa que prometía ventajas. Estos habían sido apoyados por los conquistadores-encomenderos, cuya meta era la gloria, el poder y riqueza en servicio de la Inglaterra y del Rey, mas, si no se pudiera de otra manera, también en contra de aquellos. El

principio básico del pensamiento del grupo salmantino era también la propagación de la fe cristiana, la gloria de los Reyes de España y la riqueza del país, sin embargo, se añadía a eso una fuerte aversión de tipo humanista-humanitaria-cristiana contra la subyugación de los indios. La polémica más vehementemente se desarrolla sobre los justos títulos del dominio España sobre América.

La primera toma de posición al respecto es la Bula "Inter cetera" del Papa Alejandro VI, emitida en 1493, que trato de resolver la controversia entre españoles y portugueses con la demarcación de las dos esferas de intereses de poder. La legitimidad de ese ha sido puesto en duda primero por los portugueses quienes cuestionaron el derecho de dirimidor del Papa en asuntos puramente civiles. Protestaron, en la realidad, no contra eso, sino por el tamaño del territorio adjudicado a ellos, y se acabaron sus quejas, cuando, en 1494, el contrato firmado ya entre el Estado español y portugués falló más favorablemente para estos.<sup>(3)</sup>

Con esto la cuestión legal de la presencia americana de los españoles desapareció del orden del día. España inicia la organización de los territorios posesionados. En 1502 nombran el primer gobernador de la Española en la persona de Nicolás de Ovando quien en virtud de las instrucciones recibe también el derecho de la creación de las encomiendas. Esto significa, al mismo tiempo, el reconocimiento jurídico de la institución creada, en 1499, por Colón. La ordenanza hubiera asignado al encomendero como tarea principal la conversión a la fe cristiana de los indios que vivían en el territorio que le fuera adjudicado, sin embargo, por la falta de una reglamentación y control adecuado, puso totalmente a su merced a los aborígenes confiados a su cuidado. Los encomenderos aprovecharon esa oportunidad, y de los abusos la Corona tomó pronto conocimiento. Visto que, por otra parte, Fernando el Católico tampoco consideró definitiva la reglamentación, el 14 de agosto de 1509, ordenó que los funcionarios no impidieron a nadie el escribir cartas o mandar otras informaciones sobre la situación de las Indias al Rey o a cualquier otra persona.<sup>(4)</sup>

Las noticias llegadas de las colonias impresionaron fuertemente también a la opinión pública. Por otra parte, la ordenanza de Fernando sirvió de base jurídica para el debate social en formación al que se acoplaron con especial impetu los misionarios que trabajaban en las Indias. Entere ellos el primero fue Antonio de Montesinos, misionario dominico de la Española, quien, en su prédica navideña de 1511, condenó a los encomenderos y les negó los sacramentos hasta que tuvieran en su posesión indios.<sup>(5)</sup> Los encomenderos pidieron ayuda al Rey. Como Fernando no tenía interés de romper con ellos, se dirigió a Alonso de Loaysa, superior de España. Le pidió, que prohibiera las prédicas contra los encomenderos. El superior accedió a la solicitud. Sin embargo, el Rey con eso no consideró finiquitado el asunto y procuró solucionar jurídicamente el problema de la encomienda. Al mismo tiempo, de nuevo surgió la cuestión de la presencia de los españoles en América. Mientras anteriormente sólo los portugueses disputaron la legitimidad de esa, por efecto de las noticias de los abusos, en la propia España se estaba desarrollando un debate amplio referente a la cuestión. Por eso, Fernando elevó ambos problemas a la Junta de Burgos de 1512. Las resoluciones de la Junta fueron complementadas y proclamadas el 23 de enero de 1513, en Valladolid, bajo el título de las Leyes de Burgos<sup>(6)</sup>, y contienen la reglamentación jurídica de la encomienda. La introducción señala como meta de la Corona la difusión de la fe católica: ". . . siempre tuvimos mucha voluntad que los caciques e indios de la isla de San

Juan viniesen en conocimiento de nuestra santa fe católica. . . ” Y considera como el mejor instrumento de la conversión y de la enseñanza de la religión, la encomienda. Por esto dispone del afincamiento de los indios al lado de las ciudades de los españoles, su entrega en encomienda, determinando la estructura de los pueblos a formar, el tamaño de la encomienda, la obligación de los encomenderos (la conversión de los indios, en caso de necesidad, el cumplimiento de ciertas funciones sacerdotales, la organización de obras públicas) y sus derechos.<sup>(7)</sup> Al mismo tiempo, con la creación del cargo de visitador dispone también de su control<sup>(8)</sup>, iniciando así la formación del organismo de poder estatal independiente de las personas particulares. Reconoce y apoya la formación de capas sociales que se inició entre los indios<sup>(9)</sup>, no obstante, no lo está utilizando todavía en la organización de la administración pública y obras públicas. Además reconoce en algunos casos la esclavitud de los indios.<sup>(10)</sup>

Las Leyes de Burgos toman posición entonces por sostener la encomienda, al mismo tiempo que crean también su tan necesaria reglamentación. Su toma de posición referente a la base legítima de la presencia de los españoles en América no fue, sin embargo, sin equívocos. Por eso el Rey se dirigió a especialistas. Pidió opiniones del jurista Palacios Rubios y del teólogo Matías de Paz. La respuesta de Palacios Rubios, *De Insulis Oceanis*, se perdió. Existe, no obstante, la obra de Matías de Paz, *De dominio regum Hispaniae super Indos*, en la cual el autor explica el derecho de España sobre América con la donación papal de 1493. Es de saber que, según su opinión, el Papa, como vicario de Cristo, tiene poder legal civil sobre todo el Mundo y los no-cristianos sólo poseen tanto derecho, como cuanto les es otorgado por los cristianos. Por lo siguiente, el Papa donó legítimamente América a los españoles. Esto significaba, en la realidad, la renovación del cesaro-papismo, representado en el siglo XIII por Henricus de Segusia, cardenal de Ostia.<sup>(11)</sup> Entonces la respuesta aun cuando respecto a la pregunta fuera favorable para España, por la argumentación, no era aceptable para la Corona. No es una casualidad, entonces, que en el periodo entre las Leyes de Burgos y las Leyes Nuevas el punto de vista oficial haya sido representado por Gregorio López quien negó el cesaro-papismo. Es de saber que Gregorio López justificó la presencia de las fuerzas armadas en América para la defensa de las misiones y el empedimiento del sacrificio de los inocentes.<sup>(12)</sup> En el mismo espíritu ha sido redactado el escrito en el cual Carlos V anunció, el 14 de septiembre de 1519, la anexión de las indias a la Corona de Castilla: ”Por donación de la Santa Sede Apostólica y otros justos y legítimos títulos somos Señor de las Indias Occidentales, Islas y Tierra Firme del Mar Océano, descubiertas y por descubrir.”<sup>(13)</sup>

Al contrario, el nuevo Papa, Paulo III, edita sus bulas de 1537, sin siquiera mencionarlo, sobre la base del cesaro-papismo, contra las cuales Carlos V puso reparo justamente del punto de vista que esos lesionan a sus derechos soberanos.<sup>(14)</sup> Es de saber que la primera bula (*Altitudo Divini Consilii*) confía la dirección espiritual de los aborígenes a los obispos locales, cuando las Leyes de Burgos — como lo hemos visto — otorgan amplias atribuciones, en este sentido, a los encomenderos. La segunda bula (*Veritas Ipsa*) condenó la esclavitud de los indios, la que, por su parte, las Leyes de Burgos aceptaron con ciertas restricciones. La tercera, la bula más famosa (*Sublimis Deus*), declaró que es una herejía toda opinión, según la cual los indios no son seres humanos y son ineptos para asimilar la fe.<sup>(15)</sup> Quizás, en virtud de esa bula recibió el permiso Las Casas, en el mismo año,

para la conversión pacífica de los indios de Guatemala mediante la fuerza convincente de la fe.

Las bulas papales, las noticias sobre el parecer masivo de la población autóctona de las Antillas, el choque causado por la conquista de México y del Perú han sacudido toda la opinión pública española. Con eso se explica el efecto social extremadamente amplio que provocaron las reelecciones en la Universidad de Salamanca de Francisco de Vitoria, en 1539, *De Indis* y *De iure belli*. Vitoria — una de las figuras determinantes del pensamiento político española del siglo XVI — tomó posición en sus famosas reelecciones referente a casi todas las cuestiones que estuvieron en el tapete. Tocó la relación del individuo y el Estado, la Iglesia y el Estado, la problemática del derecho internacional y dos de sus áreas de aplicación: los derechos de los españoles sobre América y el derecho de la guerra.

"Siguiendo el tomismo que diferencia las esferas de la gracia y de la naturaleza, Vitoria clasifica al Estado en esa última, considerándolo como producto de la naturaleza, que conviene lo mejor a la satisfacción de las necesidades humanas."<sup>(16)</sup> El Estado "es la combinación sui generis de la naturaleza y de la libre voluntad del hombre. La naturaleza impone la exigencia de la vida social en un organismo comunal, sin embargo las reflexiones y voluntad de los hombres crean, sobre la base de un acuerdo común, la organización social concreta de todo cuerpo político."<sup>(17)</sup> La causa del surgimiento de la sociedad es "la pretensión de la ayuda mutua y de la fraternidad, el perfeccionamiento de la comprensión por la experiencia y la instrucción colectiva, el aprovechamiento total del privilegio humano del habla y la coronación de la voluntad con la virtud de la justicia y de la gracia."<sup>(18)</sup> La condición primordial y necesaria de la autodeterminación política es la creación de las leyes que sirvan el bien común del cuerpo político y la existencia del poder público para su cumplimiento.<sup>(19)</sup> "Como el poder público es condición ineludible de la vida política que emana necesariamente de la naturaleza del hombre, la fuente final de ese poder público es el creador de la naturaleza, el Dios mismo."<sup>(20)</sup> Pero Vitoria niega que Dios hubiera transmitido el poder directamente al soberano. "Según él, es imaginable que, en un tiempo, existiese un Estado, donde no fuera transmitido el poder público al soberano."<sup>(21)</sup> Con este poder, emanado de Dios; "mediante la elección libre de la mayoría de los hombres han investido a uno más dirigentes."<sup>(22)</sup> "Tanto la elección del príncipe, como la del organismo político concreto se efectuó por el voto de la mayoría de la gente."<sup>(23)</sup> La mayoría puede investir al príncipe con condiciones o sin ellos. El temor de Vitoria del absolutismo — característica común de los pensadores políticos españoles del siglo XVI — se evidencia en el hecho de que, según él, la Naturaleza impone ciertas limitaciones hasta para el poder del príncipe elegido sin condiciones."<sup>(24)</sup> Como los cristianos y los no-cristianos son miembros de la misma humanidad, el Estado de los no-cristianos surgido de esa manera es tan legítimo, como el de los cristianos. Esta es la base del derecho internacional vitoriano.<sup>(25)</sup> La meta del Estado y de su legislación es el bien común. Si las metas civiles del Estado entrarán en conflicto con el bienestar espiritual de los ciudadanos, lo trascendental tendrá la prioridad. Es decir, en casos excepcionales, la Iglesia podrá inmiscuirse en los asuntos civiles. "La Iglesia tiene cierta jurisdicción civil y derecho de disponer sobre todo el Mundo."<sup>(26)</sup> El Estado no tiene poder espiritual y la Iglesia no tiene puro poder laico. Entonces la iglesia estatal dirigida por los soberanos es cosa tan absurda,



como el poder laico del Papa.<sup>(27)</sup> Vitoria examina en tres casos concretos el área de realización de las metas laicas y espirituales:

1. la excepción del clero de la jurisdicción civil;
2. la relación de la colonización y de conversión;
3. el poder punitivo civil de la inquisición.<sup>(28)</sup>

De esto nos interesa en especial el segundo punto.

Vitoria trata de justificar el derecho de España para convertir a los indios y eliminar los posible abusos. Está de acuerdo con John Mair (Juan Mayor) en que el Papa puede encomendar por su poder espiritual a un soberano laico que — hasta con armas — defienda las misiones.<sup>(29)</sup> "El Papa puede encomendar esto a los españoles, si los soberanos de España pueden ayudar con mayor eficacia la evangelización y no sólo la predicación puede prohibir a otros, sino también el comercio, si con eso promueve la propagación del cristianismo."<sup>(30)</sup>

Sin embargo, sólo puede autorizar la aplicación de la violencia, si los indios emplearan violencia contra las misiones pacíficas. Si simplemente no aceptan el cristianismo, no se les puede obligar con violencia. Ni el emperador puede emplear violencia, porque él tampoco tiene poder sobre otros príncipes soberanos, al igual que el Papa en casos laicos. La negación de la jurisdicción extendida sobre el Mundo entero, es el segundo principio básico de la filosofía de derecho internacional de Vitoria.<sup>(31)</sup> Conflictos surgidos entre Estados soberanos solamente se puede arreglar sobre la base del derecho internacional. Y como, según el concepto de Vitoria, los Estados no-cristianos poseen también poder soberano y derecho de autodeterminación, además son interdependientes de los otros Estados frente a ellos son también obligatorias las prescripciones del derecho internacional.

Vitoria examina en detalle las condiciones del derecho internacional cuya violación autorizaría a los españoles de conducir guerra justa contra los indios, y así ellos podrán caer bajo dominación española. Tales son, por ejemplo, el derecho de la propagación de la fe, el derecho de la defensa de los conversos y de los inocentes, el derecho de realizar alianzas y, una nueva idea, el derecho al libre comercio. Sobre la base de este último los españoles podrían comerciar en las Indias, y el soberano tuviera derecho de pedir parte de metales preciosos conseguidos mediante el comercio por el descubrimiento de las rutas marítimas y la protección de las mismas, si los españoles no pudieran justificar la legitimidad de su estadía en América por ningún otro medio. Esta es la justificación del derecho al quinto.<sup>(32)</sup> Si los indios no respetaran estos derechos, primero habría que convencerles con argumentos. Sin embargo, "si los bárbaros no quieren consentir, sino que acuden a la violencia, los españoles pueden defenderse."<sup>(33)</sup> Pero, ¿qué hay que hacer, si los indios no dan ningún pretexto para una guerra justa? Entonces "debían cesar también las expediciones y el comercio, con gran perjuicio de los españoles y gran detrimento de los intereses de los príncipes, lo cual no puede tolerarse."<sup>(34)</sup>

Entonces, Vitoria no puede justificar el derecho de España sobre América con puros argumentos económicos y legales. Por eso recurre a la argumentación teológica: ". . . después que han convercido ahí muchos bárbaros, no sería conveniente ni lícito al príncipe abandonar por completo la administración de aquellas provincias."<sup>(35)</sup> La protección de los cristianos neófitos asegura un título justo al soberano para gobernar las Indias también en el caso, dice Vitoria, si la guerra conducida contra los aborígenes fuera injusta al principio.

Vitoria reconoce, en ciertos casos, el derecho de los cristianos a la guerra: por ejemplo, en caso de defensa, de violación de los derechos y ayuda a los inocentes. Al final es este último que sirve de base jurídica para la presencia armada de los españoles.

Es indudablemente un mérito de Vitoria de que remite a las relaciones entre naciones al área del derecho internacional y que este derecho lo amplía también para el mundo "bárbaro". Wittman dice que lo hace todo para el mantenimiento de las relaciones fructíferas para España, o sea que él es en España el primer teórico "capitalista" del colonialismo.<sup>(36)</sup> Sin embargo, termina por justificar — pero justifica — el derecho de España sobre América con los argumentos del teólogo medieval por la ineficacia de los argumentos economistas-mercantiles, justificación que es tan importante para la economía y el Estado español. No obstante de esto, posiblemente por el efecto perturbador de las elecciones sobre la opinión pública, Carlos V prohíbe, todavía en este año de 1539, que en la Universidad de Salamanca se debatan sobre temas similares. Esa prohibición estaba en vigencia hasta 1542, hasta la promulgación de las Leyes Nuevas.

Las Leyes Nuevas<sup>(37)</sup> rompieron radicalmente con la concepción de las Leyes de Burgos. Su objetivo es también más amplio que lo de estas, y reflejan mejor la realidad: enfocan, al lado de la evangelización, la defensa de los indios y el establecimiento del buen gobierno. En aras de esto, declaran a los indios súbditos libres de la Corona y previenen la paulatina liquidación del sistema de la encomienda.

Surge la pregunta que ¿cuáles factores indujeron a Carlos V a la creación de esta reglamentación radicalmente nueva? En primer término, las Leyes de Burgos no acabaron con los abusos de los encomenderos. Más bien, por causa del trato cruel, los pueblos de las Antillas estaban amenazados con la extinción. Esto en sí ya exigía una pronta intervención. Por otra parte, con la conquista de México y del Perú, la dimensión del territorio controlado por la Corona española ha crecido del tamaño de algunas islas al de un continente. Esto ha hecho indispensable la creación de una administración central, sometida a la Corona frente a la división del poder público entre personas particulares. Todo esto atraído, por lógica, la liquidación de la función política de la encomienda, como institución de poder local. Además, no poca influencia tuvo la opinión casi concordante de las personas que influenciaron tradicionalmente la política de la Corona en las cuestiones discutidas. Uno de aquellas era, ante todo, García de Loaysa, confesor del Rey, quien en esa época ha sido nombrado presidente del Consejo de Indias. Era ese prior de Valladolid quien, en 1532, llamó de vuelta de París a Vitoria, bajo cuya influencia espiritual ha estado también después. En esa época, ya también Las Casas cumplió un rol importante en la formación de la concepción de la opinión pública y de la Corona. Hay que mencionar además el nombre del obispo de Santo Domingo, de Sebastian Ramírez de Fuenleal quien se dirigió a la Corona con proposiciones muy parecidas a las leyes posteriores, pidiendo que premien a los conquistadores no con encomiendas, sino con una renta pecuniaria regular y que se confíe el cuidado de los indios a funcionarios reales. No obstante de la mencionada prohibición, debemos incluir aquí al mismo Vitoria, cuya influencia se manifestó no solamente a través de Loaysa. Al fin, tenemos que añadir que, a pesar de las reservas ya citadas de Carlos V, las bulas pontificiales de 1537 tuvieron también su efecto.

Parte considerable de las leyes son los capítulos que se ocupan con la protección de los indios. Abolen la esclavitud de los indios, toman medidas para la puesta en libertad inmediata de los indios, prohíben obligarlos a portar cargas y pescar perlas, declaran súbditos libres de la Corona a todos los indios, también a los entregados en encomienda, a los naturales de San Juan, Cuba y Española liberan de todo impuesto para el período que plazca a la Corona, igualmente los liberan de los servicios reales y personales para protegerlos contra la extinción. El otro grupo de las medidas dispone la liquidación gradual de la encomienda. Las posesiones sin título legal serán confiscadas inmediatamente, disminuyen el número de los indios confiados a un encomendero, a los encomenderos que maltratan a los indios les quitan sus posesiones inmediatamente. Se declara que ni el virrey, ni el gobernador, tampoco la Audiencia podrá donar nuevas encomiendas. Y, con la muerte del antiguo encomendero, la propiedad vuelve a la Corona. Abolen la ley de sucesión de 1536, en cuya virtud era hereditable la encomienda para una vida. Desde ahora, los herederos, en caso de necesidad y a la propuesta de la Audiencia, solamente pueden recibir renta pecuniaria. Además han proyectado que los que obtuvieron méritos en los descubrimientos y en la población tendrán privilegio en el nombramiento de los corregidores.

Es comprensible, entonces, que los encomenderos recibieron las Leyes Nuevas con violenta resistencia. La crisis más grave estalló en el Perú, donde sólo en 1548 lograron derrocar, a costa de violentas luchas y serias concesiones, la rebelión de los encomenderos, encabezada por Gonzalo Pizarro. También en la metrópoli se pudo constatar el acrecentamiento de la propaganda de los contrarios a las leyes. Prueba de eso es el escrito polémico de uno de los especialistas españoles de Aristóteles, de Juan Ginés de Sepúlveda, preceptor de Felipe II, escrito en 1542 bajo el título de Demócrates II. En este refiriéndose a Aristóteles, señala los indios como esclavos natos, de los cuales lo más útil es librar a la humanidad. Por el recrudecimiento de la resistencia y del debate, en 1545, suspenden la ejecución de las Leyes Nuevas, medida contra la cual, por su lado, la otra parte protesta. En 1546 Melchor Cano escribe un comentario contra Sepúlveda, en 1547 Las Casas retorna a España, renunciando de su episcopado de Chiapa, para luchar por los derechos de los indios más cerca de la Corona, en 1549 Alonso de Maldonado lo apoya con un escrito ante el soberano.<sup>(38)</sup> El 3 de julio del mismo año el Consejo de Indias se dirige con una petición al soberano para que, sin la autorización especial de la Corona y del Consejo de Indias, no permita ninguna nueva expedición. Propone además que teólogos y juristas debatan sobre cómo se podrán terminar la conquista de una manera justa y tranquilizadora para la conciencia.<sup>(39)</sup> Caracteriza la época y también la persona de Carlos V que, el 16 de abril de 1550, el emperador suspende efectivamente la conquista hasta una conclusión tranquilizadora del debate. Esto es, sin duda, sin antecedentes en la historia. Y, a mediados de agosto de 1550, se reunió la comisión, compuesta de juristas y teólogos para escuchar y dirimir el famoso debate de Las Casas y Sepúlveda. (Vitoria en ese entonces, desde 1546, ya está muerto.)

La cuestión fundamental del debate es: si es legítimo que el Rey de España, antes de tratar de convertir a los indios, haya iniciado una guerra contra ellos para someterlos a su gobierno y de este modo facilitar la conversión.<sup>(40)</sup> Sobre la pregunta Sepúlveda trata de dar una respuesta afirmativa con los cuarto

argumentos ya explicados en el Demócrates II, los que Las Casas trata de refutar en su respuesta de punto a punto.

El primer argumento de Sepúlveda:

Los indios son bárbaros. Es legítimo sacarles de este estado mediante la fuerza (guerra).<sup>(41)</sup> Sin embargo, la civilización modera la severidad de este postulado. Primero hay que ofrecerles los frutos de la civilización. Si los bárbaros no aceptan eso, hay que conquistarles, punirles con el castigo acostumbrado de los rebeldes: con la esclavitud. El vencedor, en aras de la paz y del bien público, puede disminuir el castigo, pero solamente después de la victoria. Por sus pecados, los indios no pueden conducir una guerra justa contra los españoles. Si los aborígenes se inclinarían a la buena palabra, podrían bautizarse y recibirían también la gobernación española, no obstante, ni en ese caso se les podría considerar de iguales derechos por su barbarie, solamente el régimen a establecer podría ser más paternal y, al paso que se civilicen se podría aumentar su libertad. La mejor forma del régimen es la encomienda.<sup>(42)</sup>

Las Casas explica en su respuesta que existen cuatro tipos de barbarie. Los primeros tres se hallan donde Aristóteles también. Según eso, es bárbaro el pueblo que

- se comporta de una manera bárbara y cruel. En este sentido, los españoles se comportan también como bárbaros en América.
- habla en una lengua bárbara, no conoce las artes, la escritura, etc. Sin embargo, esos pueblos son amos legítimos de su tierra, otros soberanos no pueden quitarles sus bienes. Según Las Casas, a esa categoría pertenecen los indios.
- son "servi a natura". Aquellos no son capaces a la autogobernación. Las Casas reconoce la existencia de tales hombres, pero, según él, el número de estos es reducido. Más se trata de individuos, que de pueblos enteros. Ellos son "las equivocaciones de la naturaleza", como los hombres de un sólo ojo o de seis dedos. Según Sepúlveda, a esa categoría pertenecen los indios Aristóteles dice que de aquellos hay que librar a la humanidad. Las Casas opina que, aun cuando los indios fueron así, también haría que comportarse frente a ellos en virtud de la enseñanza cristiana: "amad al prójimo, como a tí mismo".
- La cuarta categoría de la barbarie es innovación de Las Casas. Interpretando la Biblia, llega a conclusión que la Escritura Sagrada emplea la palabra "bárbaro" en el sentido de "no-cristiano". Pero ni eso reconoce la legitimidad de la aplicación de la guerra en pro la evangelización.<sup>(43)</sup>

En 1550, Las Casas era más tolerante para con Aristóteles que anteriormente. Es de saber que, en 1519, en una audiencia de Carlos V, declaró que Aristóteles es "un alma noble que arde en el fuego del Infierno, cuya filosofía sólo hay que aceptar, cuando está de acorde con las enseñanzas del cristianismo".<sup>(44)</sup> Sin embargo, en su Apología, con su método tan característico, aparentemente acepta las categorías de Aristóteles, no obstante, o no los considera valederos en relación de los indios, o sólo modificándoles. Su actual mayor fidelidad para con Aristóteles es entonces sólo aparente.

El segundo argumento de Sepúlveda:

Los indios, con su adoración a los ídolos y con la oferta de sacrificios humanos, han ofendido la ley natural. La guerra es el castigo legítimo de estos paganos.<sup>(45)</sup>

Las Casas emplea la cuestión de la jurisdicción para refutar a esta tésis. Según esto, sólo él a cuya jurisdicción pertenece el culpable puede infligir castigo por la culpa. Y la jurisdicción puede basarse en cuatro condiciones: en el principio territorial, en el origen, en la relación de vasallaje y en el caso de haber cometido un pecado contra el príncipe. Ninguna de esas condiciones vale en el caso de los indios y del Rey de España, mas tampoco en relación con otro príncipe cristiano. Por eso, el Rey de España, al igual que otros príncipes cristianos, no tiene jurisdicción sobre los indios.<sup>(46)</sup>

El tercer argumento de Sepúlveda:

La guerra contra los indios es legítima, porque ellos cometen injusticias contra inocentes: los sacrifican a sus dioses, comen sus cadáveres, etc.<sup>(47)</sup>

En la legitimidad de la defensa de los inocentes Las Casas está de acuerdo con Sepúlveda, y añadimos, con Vitoria, cuya teoría, como lo hemos visto, se base sobre este principio. Sin embargo, otra vez cuestiona el problema de la jurisdicción. Para que el príncipe cristiano tenga jurisdicción, es necesario que los indios o sean efectivamente sus súbditos, o acepten voluntariamente la jurisdicción del príncipe, o por lo menos, deben cumplirse ciertas condiciones. Como los dos primeros criterios no son aplicables, Las Casas pasa revista a las condiciones. Príncipe cristiano podrá tener jurisdicción sobre los paganos, si:

- esto expulsan cristianos de su país y allí hacen sacrificios a sus dioses. En el caso de los indios esta condición no existe.
- dejando su fe cristiana, vuelven ser paganos. Esto tampoco es valedero en el caso de los indios.
- siendo infieles, a sabiendas blasfeman a Cristo. El caso de los indios es una excepción, dice Las Casas. Ellos lo hacen por el odio por las injusticias cometidas por los cristianos.
- impiden la evangelización, asesinan a los predicadores, etc. Los indios hacen esto también por los crímenes de los españoles, afirma Las Casas.
- inician guerra de ataque contra cristianos. Sin embargo, en nuestro caso, no son los indios que han venido a conquistar a España.
- son infieles, maltratan, sacrifican, comen, etc., inocentes, porque con eso infrigen a la ley de la naturaleza. Esta condición, sin duda, existe, pero Las Casas llama a la moderación, porque "el castigo hay que aplicarlo como remedio, tomando en cuenta que cause el menor mal al enfermo". Al fin, el sacrificio de algunos hombres es menor mal que la extirpación de ciudades y países enteros.<sup>(48)</sup>

Esto es lo que determina también la opinión de Las Casas sobre la guerra. La guerra es un mal necesario que, en un caso justo, hay que soportarla. Sin embargo, en este caso, hay que causar el menor mal posible al pueblo. Por eso, la lucha hay que confiarla a soldados profesionales, y las masas amplias hay que mantenerlas alejadas del campo de batalla.<sup>(49)</sup>

El cuarto argumento de Sepúlveda:

Contra los infieles hay que conducir una guerra para promover la expansión de la fe cristiana y facilitar el trabajo de los misioneros.<sup>(50)</sup>

Según Las Casas, esto no figura en la Biblia. El empleo de violencia solamente se justifica contra los que dejan su religión cristiana y contra los herejes. Frente ellos es también legítimo el empleo de la inquisición.

Las Casas con su argumentación no quería poner en duda el derecho del Rey de España sobre América. Según él, esto estaba bastante fundamentado con la bula de Alejandro VI, en 1493, porque la jurisdicción del Papa se extiende, sin duda, a la evangelización. Aunque él no tiene autoridad sobre los no-cristianos — no puede quitarles sus bienes, no puede transferir a estos a otras personas, etc. —, puede investir con autoridad a los reyes cristianos para descartar los obstáculos de la conversión, de la evangelización. Este derecho recibieron, en 1493, los Reyes de Castilla quienes por ese tuvieron la obligación de:

- liberar a los indios del abuso de autoridad de los españoles que guerrearon contra ellos;
- que refuerzen el hecho de que indios son súbditos libres de la Corona;
- que aseguren la propagación de la fe mediante métodos cristianos;
- que gobiernen también a sus súbditos indios según las leyes de la naturaleza y de Dios;
- que los liberen de sus hábitos bárbaros;
- que los protejan contra el abuso de poder de los indios nobles.<sup>(51)</sup>

Las Casas trató entonces hacer valer la conversión con métodos pacíficos mediante el reconocimiento de los derechos de los españoles en América. Según sus argumentos, los reyes actuaron, efectivamente, con ese espíritu, sus encargadores han cometido y cometen los crímenes. Estos crímenes comprobaron que la institución de la encomienda es inepta para cumplir con su tarea, por consecuencia, hay que abolirla. La conversión, la educación y cuidado de los indios hay que confiarlos a las misiones en forma igual, como lo harán en el futuro los jesuitas en el Paraguay.<sup>(52)</sup>

El debate de Valladolid quedó empatada. Los jueces no pudieron tomar una posición sin equívocos ni en la votación del 20 de enero de 1551, ni en la segunda vuelta (mediados de abril - mediados de mayo del mismo año) dió resultado. Los jueces no prepararon su dictámen escrito sobre el debate, no obstante que hayan sido conminados en varias oportunidades.

Sin embargo, la realidad solucionó poco a poco el problema. No obstante que se desarrollaron todavía pequeños debates públicos, en los que algunas veces Felipe II había participado también, mas, hasta la mitad del siglo XVII, casi toda crónica y escrito polémico importante tomó posición en esa cuestión, la época de la búsqueda de camino y de la autojustificación se cerró. La Corona ya no trataba justificar su título, tampoco buscaba la manera más justa de la propagación de la fe, ni de la conquista. La presencia de los españoles en América se transformó en un hecho irreversible. El objetivo ya era ahora la creación del aparato administrativo más adecuado de régimen con el sostenimiento del sistema de la encomienda.

La discusión se desarrolló alrededor de dos temas: ¿sea perpetua la encomienda a no? y ¿cómo deberá ser la administración pública? Pero esto ya no es un problema teológico. Su solución es tarea de los juristas y políticos. Conforme a eso, su palestra es el Consejo de Indias que, en esa era, organizó consultas sobre la perpetuidad de la encomienda en 1555, 1556, y 1559. El resultado es un

compromiso: el cargo se hace hereditable para una, en casos excepcionales, para dos vidas. <sup>(53)</sup>

En la creación del sistema de administración pública trataron de conocer fielmente la realidad. El virrey Francisco de Toledo, en ese entonces (1572), efectúa su famosa gira en el Perú, cuyo resultado era que llega a conocer algunas instituciones del Imperio Incaico (mita, curaca) y las emplea para regir a sus súbditos indios, además, para organizar las obras públicas; y la Corona, en ese entonces (1571), decide: "nos habemos mandado hacer declaración y recopilación de las leyes y provisiones que hasta ahora se han proveído para el buen gobierno de las Indias." Y "porque ninguna cosa puede ser entendida ni tratada como debe, cuyo sujeto no fuere primero sabido de las personas que de ellas habieren de conocer y determinar, ordenamos y mandamos, que los del nuestro Consejo de Indias, con particular estudio y cuidado, procuren tener hecha siempre descripción y averiguación cumplida y cierta" de todas las cosas del estado de las Indias. <sup>(54)</sup>

Las Ordenanzas, nacidas como resultado de estos trabajos preparativos, han editado en 13 de julio de 1573 y son conocidas como Ordenanzas hechas para los nuevos descubrimientos, conquistas y pacificaciones. <sup>(55)</sup> Su objetivo ya es totalmente práctico. Las Ordenanzas decretan "para que los descubrimientos, nuevas poblaciones y pacificaciones de las tierras y provincias que en las Indias están por descubrir, poblar y pacificar, se hayan con más facilidad . . ." , sólo en segundo lugar mencionan "el servicio de Dios y nuestro y bien de los naturales . . ." En las tierras ya conquistadas y pacificadas se han organizado y adquirieron cada vez mayor importancia las oficinas centrales. Mas para impulsar la toma de posesión de nuevos territorios, los organizadores de la colonización recibieron una amplia jurisdicción: el derecho del reparto de la tierra, la creación de encomiendas y el derecho de su donación, jurisdicción civil y punitiva. El impuesto de los indios es atribuido a los encomenderos para que enseñen a los nativos, confiados a ellos, la fe y costumbres cristianas.

La legislación ha hecho entonces su compromiso. Posteriormente, ya no sucedió cambio de concepción significativo. En el espíritu de esos decretos nacerán los decretos posteriores, los que serán coleccionados en la Recopilación de las Leyes de 1680, no obstante, sin cambiar los principios teóricos.

¿Qué deducciones podemos sacar, a base de lo dicho, referente al pensamiento político, la práctica de legislación y de la relación de estos dos factores en el siglo XVI?

1. Los pensadores españoles se preocupan de problemas similares que sus contemporáneos europeos, sin embargo, las teorías adquieren una matiz característica, conforme a la situación característica. Tanto en la opinión pública, como en la ideología oficial se hizo valer una influencia eclesiástica fuerte (especialmente dominica). La neoescolástica imprimió su sello a los asuntos profanos, mientras la tendencia europea demostró la propagación de la influencia del protestantismo y de la secularización. Conforme a eso, la política no se ha separado de la cuestión de la moral. En España, el único es Vitoria (sin embargo, sin éxito) quien hizo un esfuerzo para hacer valer, en cierto modo, la concepción económica. Por todo eso, no son capaces de solucionar los problemas planteados en un punto de vista filosófico y se ven obligados a abandonar los experimentos de ese tipo.

2. Hasta la creación de las Leyes Nuevas, el debate filosófico-moral sobre los justos títulos de la dominación sobre los indios y la organización de la administración pública continúan paralelamente. Posteriormente a eso, en la época del debate Las Casas-Sepúlveda, el primero, con el decreto de las Relaciones geográficas, el segundo aspecto viene al primer plano. Al mismo tiempo, se cambió la práctica de la legislación también. La Corona se vuelve pronto en contra de la variedad jurídica-administrativa, surgida en el curso de la conquista iniciada sobre la base del derecho privado y las capitulaciones. Esto se traduce en la tentativa de reglamentar la encomienda y, posteriormente, el apoyo del movimiento en contra de la encomienda y, al fin, la promulgación de un nuevo código de leyes que tiene rasgos absolutistas y, en cierto sentido, voluntaristas. Las Leyes Nuevas reflejan la voluntad unificadora, contraria a los fueros y a la jurisdicción señorial de la Corona. O sea, lo que consideró ser abolible sólo mediante largas luchas en la península, deseaba hacer caso omiso completamente en sus territorios de ultramar y quiso subordinarlos directa y exclusivamente a la Corona. Estos esfuerzos han provocado, evidentemente, la resistencia de los conquistadores y encomenderos, lo que hizo retroceder a la legislación. Abandonaron los principios anteriores y se esforzaron a conocer la realidad, para que, en conocimiento de ella, puedan crear leyes aplicables. El método de eso era el decreto de las relaciones geográficas. Paralelamente, se inició también la recolección de los decretos. Después de esto, durante un buen tiempo, la Real Cédula — considerada, al comienzo, probablemente, como una solución transitoria — será el principal método y fuente de la legislación, de la justicia y de la administración pública. Nueva recopilación se realizará solamente en 1680. Hasta allí, también en el curso del siglo XVII, sólo deseaban tomar medidas, haciendo referencia a los casos dados por Reales Cédulas que nacieron en una situación muchas veces ya sobrepasada por la realidad, lo que condujo a la extensión del principio "se acata, pero no se cumple", a la práctica de la creación de decretos locales y, por último, al desarrollo independiente de las colonias.



NOTAS

- H 1959 pág. 8  
W 1979 pág. 40  
Ch págs. 14-16  
H 1951 pág. 42  
H 1951 pág. 16  
K págs. 38-57  
Leyes 1-15, 21, 23, 25, 35  
Leyes 23-24, 29-34  
Leyes 20, 22  
Ley 27  
N pág. 87  
Ibid.  
H 1951 pág. 37  
H 1959 pág. 84  
N pág. 97  
W 1966 pág. 57  
N pág. 78  
Ibid.  
Ibid. 81  
Ibid.  
Ibid. 82  
Ibid. 84  
Ibid. 82-83  
Ibid. 83  
Ibid. 79  
Ibid. 88-89  
Ibid. 85  
Ibid. 89  
29. Ibid. 90  
30. Ibid. 91  
31. Ibid. 108  
32. Ibid. 118  
33. W 1979 págs. 41-42  
34. W 1979 pág. 42  
35. Ibid.  
36. Ibid.  
37. K págs. 216-220  
38. H 1959 pág. 31  
39. Ibid. 36  
40. Ibid. 38  
41. L pág. 16  
42. H 1959 págs. 63-71  
43. L págs. 16-19  
44. H 1959 pág. 56  
45. L pág. 19  
46. Ibid. 19-22  
47. Ibid. 22  
48. Ibid. 23-27  
49. Ibid. 28-29  
50. Ibid. 38  
51. H 1951 pág. 41  
52. H 1959 pág. 42  
53. K doc. No. 236, 244, 255  
54. J págs. 44-46  
55. K págs. 471-478

## BIBLIOGRAFÍA

- Ch – N.P.Gracianszkij – Sz.D.Szkazkin: Középkori történeti chrestomathia. III. vol., Budapest, 1956.
- H 1951 – Hanke, Lewis: Bartolomé de Las Casas. An Interpretation. His Life and Writings, The Hague, 1951.
- H 1959 – Hanke, Lewis: Aristotle and the American Indians, London, 1959.
- J – Jimenez de la Espada, Marcos: Relaciones geográficas de Indias. Perú. Madrid, 1965.
- K – Konetzke, Richard: Colección de documentos para la historia de la formación social de Hispanoamérica. 1493-1810, Vol. I. Madrid, 1953.
- L – Juan Ginés de Sepúlveda – Bartolomé de las Casas: Apología, Ed. Losada, Angél, Madrid, 1975.
- N – Noreña, Carlos D.: Vitoria, Salamanca and the Indians, In: Studies in Spanish Renaissance Thought, The Hague, 1975.
- W 1966 – Wittman, Tibor: Vitoriától Suárezig. A XVI. századi spanyol államelmélet mérlege. Filológiai Közlöny, 1966. No. 1–2. págs. 53–66.
- W 1979 – Wittman, Tibor: Francisco de Vitoria y los derechos económicos de los españoles en las Indias. In: Estudios económicos de Hispanoamérica colonial, Budapest, 1979.

A XVI. SZÁZADI SPANYOL POLITIKAI GONDOLKODÁS ÉS AZ  
INDIÁK TÖRVÉNYHOZÁSA

A XVI. századi spanyol közgondolkodás különösen érzékeny volt az államelméleti problémák iránt. Ez az érzékenység számos forrásból táplálkozott. Spanyolország területének visszahódításával és egy korona alatti egyesítésével megszületett a centralizmus és regionalizmus napjainkig ható problémája. A fiatal spanyol állam számára külön gondot jelentett, hogy – szinte előzmények nélkül – csakhamar nagyhatalomként léphetett az európai politika színpadára. Új kérdések sorát vetette fel továbbá Amerika váratlan felfedezése és gyors meghódítása. E három tényező azonban nem csupán a spanyol politikai tudat érzékenységét magyarázza, hanem egyuttal több olyan, a keresztény európai politikaelméletben már korábban felmerült, de megnyugtatóan meg nem oldott kérdést is felvetett, mint pápaság és a világi hatalmak, a császárság és a többi állam, a keresztények és nem-keresztények, a civilizáció és a barbárság, az egyén és az állam, a közösség és az állam viszonya, a szuverenitás eredete, az uralkodó jogai, a háború joga, a nemzetközi jog forrása stb. E gondolatok jórésze jelen van az egész európai reneszánsz eszmerendszerben. A spanyol válaszoknak azonban sajátos színt ad, hogy a Spanyolország Amerikára vonatkozó jogairól folytatott polémia során születtek.

A dolgozat éppen ezt a vitát igyekszik nyomon követni az 1493-as pápai demarkációs bullától Vitoria, Las Casas és Sepúlveda elméleti megoldási kísérletén át – felillantva a Korona törvénykezési gyakorlatának módosulásait is – a XVI. század 70-es évtizedéig, amikor is a jogelméleti megközelítést felváltja a birtokba vett területek megismerésének gyakorlati politikája, a hódítás és az öngazolás korát az uralom megszilárdításának és kiaknázásának a kora.



## THE "PRICE REVOLUTION" IN THE OTTOMAN EMPIRE AT THE END OF THE SIXTEENTH CENTURY

The "price revolution", this "unique economic phenomenon in the early period of the world market"<sup>1</sup>, and its various forms of manifestation — the depreciation and devaluation of money, the rapid increase — appeared and developed not only in Europe but also in other areas, such as the Ottoman Empire and Persia.<sup>2</sup> The present paper attempts to examine the Turkish price revolution in the period before the early 17th century (1606).

Among the *phenomena of the Ottoman price revolution*, the *process of the depreciation of coins*, primarily that of the akçe (asper) should be mentioned in the first place. The monetary affairs of the Ottoman Empire were founded on a silver based monetary system, whose fundamental unit was the silver akçe<sup>3</sup>. Other silver and gold coins of greater value, of both foreign and home origin, were of course also in circulation, such as the para, piastre, and the altun. The term bimetallism, however, could be applied to the economic-monetary life of the Empire only in a rather limited sense: the akçe was used mainly within the Empire, while the coins of greater value circulated in the international trade.<sup>4</sup> The inflation of the akçe was negligible in the first half of the 16th century, its value rate to the gold coin (altun) hardly changing at all. The exchange rate between 1491 and 1516 was usually 52 akçe to the altun, rising to 55 between 1517 and 1549, and to 60 between 1550 and 1566.<sup>5</sup> After the death of Soliman, on the succession of Selim II (1566), the government reduced the silver content of the akçe (from 0.731 gms to 0.682 gms), but tried to keep its official rate of exchange the same.<sup>6</sup> Nevertheless, the akçe immediately began losing its value, and its "market price" went down. In 1574, Sultan Murad III sent a ferman to Palestine to the effect that one gold piece should be exchanged for 40 paras (80 akçe) in the province. The decree also mentions the exchange rate in Istanbul, which was 35 para (70 akçe) to the altun.<sup>7</sup> No doubt, the exchange rate in Palestine better reflected the extent of the inflation of the akçe than that in Istanbul, since the government was able to enforce its regulations more effectively in the capital. The market value of the gold piece moved between 80 and 100 akçe during the same period.<sup>8</sup>

The depreciation of the akçe continued in the 1580s, during the war with Persia (1578 — 1590). Therefore, the government issued a decree between 1584 and 1586 which devaluated the chief means of paying. The silver content of the new coin was reduced to nearly half of that of the earlier (0.384 gms), and 120 new akçe was to be had for the altun.<sup>9</sup> The effectiveness of this measure can be inferred from a ferman sent to Aleppo in 1588, according to which 120 akçe was had for one altun in Istanbul, and which also prohibited more than 120 akçe to be had for one gold piece in Aleppo. The Sultanic ferman also mentions two other silver coins besides the akçe: the kurus (piastre), worth 80 akçe, and the padisahi, worth 8 akçe.<sup>10</sup> It appears from the ferman that the inflation was more or less checked in the central regions of the Empire; it was more difficult, however, to enforce the regulations fixing the official exchange rate in the provinces. In 1589 — 90 the government drew the old coins from circulation and issued new pieces to establish monetary

stability.<sup>11</sup> The “market price” of the akçe, nevertheless, continued to tend to be lower than its official exchange rate. From a ferman to the Governor of Adana, in 1591–92, it transpires that in defiance of the decree — which set the rate of the akçe at 120 to the altun and 70 to the kurus — the altun was had for 130, and the kurus for 80 akçe.<sup>12</sup> The 1594–95 ferman to Anatolia yields the information that the province had been drained of the more valuable coins (altun, piastre), and that the akçe was extensively forged; 18–19 akçe pieces were struck from one dirhem (3.2 gms) silver. According to the decree, the rate was 135 akçe per altun and 85 akçe per piastre. The ferman limited the number of akçes to be struck from one dirhem to 8, and strictly forbade the selling of altun and piastre for more than the official exchange rate.<sup>13</sup> Centrally issued measures, however, could not stop the process of the depreciation of the akçe. According to Sanderson, the English ambassador in Istanbul, the exchange rate between March and September, 1599, was 140 akçe to the gold ducat, and after September it went up to 160.<sup>14</sup> The preamble to *the price regulations of November 15, 1600* (Narh Defteri) says that the value of the akçe had decreased to the extent that 180 pieces are had for one altun. The inflated akçe was drawn in again, and new coins issued. Although the silver content of the new akçe was lower (0.323 gms), the official exchange rate was set at 120 akçe per altun. The Narh Defteri intended to raise the value of the akçe together with that of silver, and to stabilize the exchange rate at the 1584–86 level. To this end, the value of the money was raised 33% with the prices simultaneously lowered to the same extent.<sup>15</sup> For a long time after that, till 1618–19, the value and the silver content of the akçe remained essentially unchanged.

Considering in itself, for the time being, the depreciation of the akçe, without regard to the raises of the market prices, it transpires that, between 1566 and 1600, the value of the akçe, in relation to gold, sank to its half in the official exchange rate (from 60 to 120), even, occasionally, in the free market, to its third (from 60 to 180). In other words, during the period under consideration, the akçe underwent a 200% and/or 300% inflation (accordingly, the value of the altun going up proportionately). The silver content of the akçe fell to somewhat lower than its original half (from 0.731 to 0.323 gms) during the period under discussion. The changes of the silver content and the exchange rate of the altun and akçe thus corresponded to one another. The government — as indicated by the devaluation in 1584–86 and the regulations in 1600 — decreased the precious metal content of the akçe in a somewhat greater proportion than it did its exchange rate to the altun. The free market exchange rate of the akçe, on the other hand, usually fell lower than its silver decreased.

One of the important characteristics of the “price revolution” is *the dramatic rise of the prices of various products*. This is, naturally, related to the fact that the value of the universal equivalent, the akçe, decreased. Not unlike in Europe, it was chiefly the prices of *agricultural products* that went up significantly. An attempt is made below to analyse the changes in the prices of these products. One of the reasons to do so is that it is about these products that we have the greatest quantity of the kind of data that allows the drawing of certain conclusions. On the other hand, this group of commodities is most representative of the Turkish price revolution, the economy of the Ottoman Empire being overwhelmingly agrarian in character (the weight and significance of urban guild-type industries being much less than that of agriculture).

The prices of grain rose significantly during the period between the end of the 15th and the beginning of the 17th centuries. The price paid for 1 kile (25.7 kgs) of grain in Istanbul was about 13 akçe in 1489–90, 23 akçe in 1585–86, and 71 akçe in 1605–06.<sup>16</sup> At the same time, in the district around Edirne 1 kile of grain cost something like 6–10 akçe between 1540–55, wavered between 9–20 akçe after 1566, and rose to 40–65 akçe between 1597–1607. In Bursa, on the other hand, the price of grain increased only 2–3 akçe per kile (from 4–5 to 7) between 1539–1564, while it went over 52 akçe in 1617.<sup>17</sup> The years between 1550 and 1600 saw grain prices quintuple in Ankara, and decuple along the Aegean coast.<sup>18</sup>

The price of rice also went up high. In 1489–90 it was sold for only 16 akçe per kile in Istanbul, in 1585–86 it cost about twice as much, that is 33 akçe, and in 1600, before the Narh Defteri, you had to pay 56 akçe for it. The regulation set its price at 39 akçe, but by 1604–05 it had shot up again to 60 akçe.<sup>19</sup>

As regards the changes in the price of butter, it appears that the market price of 6 akçe in 1490 doubled by 1585 to 12 akçe. Before 1600, 1 okka (1.285 kgs) of butter cost 26 akçe, to be reduced to 19 akçe by the price regulations.<sup>20</sup> The Narh Defteri cannot have produced enduring results in the case of butter, either, since according to data from the territory of Hungary under Turkish occupation, it cost 25 akçe already in 1601.<sup>21</sup>

Honey was sold in Istanbul at about 4 akçe per okka in 1489–90, and about 9 akçe in 1585–86. According to the regulations, before 1600 one could occasionally be charged as much as 20 akçe for 1 okka of honey, and the decree set the new price at 13 akçe. This, by 1604–05, had risen to 18 akçe.<sup>22</sup>

Flour cost 18 akçe in 1489–90, and 25 akçe in 1585–86. Before 1600 the price of 1 kile of flour was as high as 120 akçe. The regulation set the new price at 80, 75, and 50 akçe depending on the quality of the flour. In 1604–05 flour still cost 75 akçe, i.e. it had remained at the 1600 price level.<sup>23</sup>

Lamb cost one and a half akçe per okka in 1489–90, going up to 3 akçe by 1585–86.<sup>24</sup> According to data from Turk-occupied Hungary, it had climbed to 6–9 akçe by 1590–94.<sup>25</sup> Before the decree of 1600, the price of lamb was often as high as 20 akçe to the okka, which the regulation lowered to 13 akçe. In 1604–05 lamb was even cheaper, 10 akçe.<sup>26</sup>

The six commodities considered above seem to be well representative of the tendency of rising prices of agrarian products.<sup>27</sup> According to the available data, prices, compared to those at the end of the 15th century, rose slowly, moderately before 1585, *the pace of increase gathering speed significantly between 1585 and 1600*. According to Barkan, who regards the prices of the year 1490 as 100%, by 1585 the price index had risen to 182% expressed in akçe, and to 162% expressed in real (the silver content of the akçe). By 1588–89 the former had rocketed to 365%, while the latter had risen only to 182%. The increase of the price index slowed down somewhat between 1589 and 1596, but the akçe-index still reached 532%, and the real-index 266%. In 1600, the Narh Defteri resulted in the decrease of the two indexes to 418% and 209%, respectively. Before long, however, new increase followed, the akçe-index reaching 630%, which can be regarded as the top, and the real-index staying a little below that of the year 1596 (265%).<sup>28</sup> The two decades between 1585 and 1606 saw the price index of agrarian products expressed in akçe undergo a 3.4-fold, and the real-index a 1.6-fold, increase. Naturally, there is a considerable divergence between the various products, since the prices of lamb and

flour sextupled and quintupled (before 1600), while grain price trebled, butter, honey, and rice prices doubled only. The rapid, overall rises of prices were definitely preceded by the gradual (after 1566), and the dramatic (from 1584) devaluation of the akçe. As it has been mentioned above, the official exchange rate and the silver content of the akçe sank only to its half, its free market price at most to its third between the years 1566 and 1606. *While the official exchange rate of the akçe remained essentially unchanged between 1584 and 1600, and its free market price decreased also only 60 – 70%, during the same period of time the average price increase of agrarian products was over 300%.*

A number of explanations have been put forward about the possible *causes* of both the European and the Ottoman “price revolution”. Traditional monetary theory attributes the inflation to the massive inflow of American precious metal (chiefly silver) into Europe, which assumed gradually larger proportions after 1560, topping around the turn of the century.<sup>29</sup> One obvious handicap of the monetary theory is that it fails to answer the question why the prices increased in differing degrees. It was, to wit, the agrarian prices, and, within them, the grain prices that increased most spectacularly (at the average of between four and sixfold). The prices of industrial products increased less dramatically (falling short of even a threefold rise), and wage increases lagged even behind the latter.<sup>30</sup> The demographic theory tends to lay the “price revolution” at the door of the growth of population. Researches have revealed that the population of Europe increased about 30 million in 150 years (1450–1600). Agricultural technology, however, could not keep pace with this relatively very significant growth of population, hence grain prices – being those of vital commodities – went up to greater extents than industrial prices.<sup>31</sup> The next theory regards the price revolution as the sign, and the consequence, of a change in economic structure. The scholars who put forward this theory have pointed out that the industrial, urban population of Western Europe grew faster than the agriculture was able to provide them with surplus, and it was this that caused the change in the price structure. West European inflation then, “through the channels of international commerce ... spread to Southeastern Europe, and was, in the beginning, even favourable to the interests of the region.”<sup>32</sup> The West European market for agricultural products, and the high prices of agriculture instigated the development of agricultural commodity production in the East European region, and that finally lead to the development of the system of the so called second serfdom (*Zweite Leibeigenschaft*), based on forced labour.

The inquiries into the price revolution of the Ottoman Empire are, no doubt, based on the theories that explain the analogous phenomena in Europe. *One of the main types of hypotheses* attributes the inflation to the *ingress of economic-commercial processes outside the Ottoman Empire*; the other basic type regards the price revolution rather as the consequence of *changes within the Empire*. There is also a wide-spread *pragmatic method*, which explains the radical price rises in terms of the *joint effect of several factors*.

According to the most popular explanation, the main cause behind the Ottoman “price revolution” was the *cheap silver from Peru* flowing into Europe since the 1580s, resulting in a significant inflation, and this European inflation spreading to the Turkish Empire through the channels of commerce.<sup>33</sup> It must be remembered that, due to the effect of Mexican silver, prices in Europe had been growing since the 1550s, and a slow rising of prices can be discerned to have been



going on in the Ottoman Empire as well.<sup>34</sup> Adherents of this view also hold that the Turkish price revolution unfolding after the 1580s was also helped on by the price of gold, lower than in Europe, which caused the Ottoman Empire, as it were, to be flooded by European silver coins. In 1584, one of the most important items imported to the Empire from Europe was the silver real, boxfuls of it.<sup>35</sup> The influx of silver in the form of coins was also made easy by the "free trade" economic policy of the Turkish Empire, related to the fact that the main goal of the government was to secure a steady supply of necessary commodities and the importation of those in short supply. Thus it was only the exportation of commodities essential in providing for the population (e.g. that of grain) that was impeded, while imports were not restricted in any way whatsoever. The Ottoman state was based on a subsistence economy, struggling with a chronic shortage of precious metals, so the government encouraged the import of silver. On the whole, the Ottoman economic policy was based on bullionist views, regarding the active foreign trade balance exclusively in terms of the quantity of specie amassed in the vaults of the treasury.<sup>36</sup>

The other theory tracing the Ottoman price revolution to external causes emphasizes the importance of *Western European demand for agricultural products*, and the high prices it led to. Both Barkan and Cook have observed that to no avail did the Turkish government prohibit the exportation of raw materials and food essential for the internal supply of the Empire, since the promise of big profits led to smuggling.<sup>37</sup> Cook's explanation as regards this phenomenon, namely that the price of grains on the coast of the Aegean Sea was twice as high as in Anatolia, is that it was primarily those regions of the Empire with good transportation facilities that could respond to the Western demand.<sup>38</sup> Barkan is of the opinion that the penetration of the so called Atlantic economy into the closed Ottoman economic system, on account of the differences between their price systems, resulted in the latter beginning to develop into an agrarian system producing for the market.<sup>39</sup> Shaw similarly stresses the point that economically developing and growing Europe, on account of the resulting boom in raw materials, was able, with its high prices, to draw these from the closed Ottoman economy.<sup>40</sup> Others have also pointed out that the Ottoman Empire was transforming towards the end of the 16th century, its medieval subsistence economy metamorphosing into a more developed market economy. The "price revolution" is believed to have played an important role in this development, speeding up, like a catalyst, its inner processes.<sup>41</sup>

Of the *internal factors*, the significance of *demographic changes* within the Empire have been emphasized. Braudel has hypothesized a significant growth of population in the Mediterranaeum including the Turkish Empire, which resulted, on the one hand, in the increasing demand by the Western Mediterranaeum, and on the other, in the decline of the grain-exporting capacity of the Eastern Mediterranaeum (i.e. the Ottoman Empire). He dates the boom in grain and the large-scale Turkish grain exports to the years between 1548 and 1564.<sup>42</sup> Barkan also accepts the idea of a significant demographic growth in the 16th century. On the ground of surveys between 1520–30, and between 1570–80, he postulates a growth of 71% in Rumelia, and 55% in Anatolia. In his opinion, based on the sources, mainly the urban population grew in this period; nearly 90% in 40–50 years. At the same time he raises the question about the possibility of a mere "redistribution" of the population having taken place within the framework of an increasing urbanisation and a strengthening depopulation in the rural areas.<sup>43</sup>

According to a survey, this period saw a 40% and an 80% increase of the population in the villages and in the towns, respectively, of the Ottoman Empire.<sup>44</sup> Cook has questioned Braudel's thesis that Turkish grain exports decreased after the 1560s because of the increasing internal demand. He believes, on the contrary, that large scale grain smuggling, that is, a more intensive – albeit illegal – grain trade, was carried on between 1570 and 1590 than previously. He generally accepts the view that the population of the Ottoman Empire grew significantly between 1450 and 1575, justified by the general tendency of the peasant holdings to be subdivided. He voices serious doubts, however, regarding the continuous growth of the population, especially in the last two decades of the century.<sup>45</sup> More recent studies, while confirming demographic growth between 1547–48 and 1569–70, bring forth evidence to the decrease of population between 1570 and 1613, particularly in the villages.<sup>46</sup>

Most recently, Gerber Haim has claimed that the causes of the monetary-financial crisis of the Ottoman Empire, in addition to demographic growth and the spreading of money economy, also include the fact that the government, in its struggle to defeat the increasing deficit of the treasury, resorted to devaluation. By reducing the value of the akçe, the government tried to have the growing body of mercenaries and the population in general pay for the deficit. Haim refuses to accept the influx of silver as the main cause of the inflation. He believes the silver imported from Europe did not remain in the Empire but was passed on and ended up in Persia, the Turks being able to pay for Persian silk only in specie.<sup>47</sup> According to the *pragmatic* Parry, the price revolution should be attributed rather to the joint effects of various causes than to one single factor. He lists the inflow of silver, the growth of military expenditure related to the increase of the armed forces, and the significant growth of the population as the factors that led to the inflation.<sup>48</sup> Barkan postulates the following four components of the “price revolution”: the international movement of precious metals; changes (disadvantageous for the Ottoman Empire) in commerce; immense military and war expenditure; and the dramatic growth of population.<sup>49</sup>

Having thus surveyed the views current in the literature on the subject, we should now formulate our own opinion about *the causes of the Ottoman “price revolution”*. *The inflation in Western Europe* would certainly seem to have played a *decisive role*, making itself felt in the Turkish Empire through the channels of the Levantine trade, on the one hand, and, on the other, through the illegal trade (i.e. smuggling) in the Mediterranaeum. Western Europe “infected” the economy of the Empire with great quantities of inflated silver coins. Haim's claim that the trade with Persia would have cleaned the Ottoman Empire of the silver from Europe has not been sufficiently substantiated. In addition to its silver, the influence of Europe also worked through its high agrarian prices, which forced, as it were, exports of important raw materials and foodstuffs from the Empire. That is to say, *the more developed Western European economic structure made its higher speed of development felt*, and the Ottoman agrarian system, being much weaker, was able to keep up with it only partially, and at the cost of enormous efforts. Western Europe, in fact, made its impact on the economy of the Turkish Empire with its radically changed *price structure*, which reflected its own internal development, and effected there changes, which were also radical but corresponded to the internal structure of the Empire. To summarise, the *Western European export of specie and the export of Turkish*

*agrarian products* – the exchange of two, different types of commodities – would seem to have been a fundamentally important cause of the Ottoman price revolution.

There is no doubt, however, that *internal factors* also played a major role in the inflation. What transpires from the studies at this stage is that the demographic growth stopped in the decade preceding the price revolution, and the last two decades of the 16th century through the beginning of the 17th are rather marked by the decrease of population. Thus the increase of the internal demand for agrarian products just during the critical period can be hypothesized only if the *demographic structure* had also changed. This seems very likely, since during the period of demographic growth (1540–1570) the urban population grew faster than the rural, and even during the time of the decrease (1570–1613) towns were less affected than villages.<sup>50</sup> Owing to the rising taxes, many peasants moved to the towns leaving their lands. The depopulation of villages, in direct proportion to the extent of the inflation, assumed larger and larger dimensions towards the end of the 16th century. *The growth of the urban population (including the members of the paid military, the bureaucracy, the imperial household, etc.), that is of the consumer classes, on the one hand, and the decrease of the proportion of the rural agrarian producers, on the other, could effect the increase of the internal demand for agrarian products, thus pushing up their prices. In addition to the external demand from Western Europe, the internal demand of the towns of the Ottoman Empire could also be an important factor of the price revolution.*<sup>51</sup>

*Factors related to the treasury and the administration of public revenues* should also be considered besides the deeper, economic causes of the “price revolution”. During Soliman’s reign the balance of the budget was to a considerable extent (cc. 70 million akçe) to the favour of the revenues as opposed to expenditure. Towards the end of his life, however, a small deficit (cc. 6 million akçe) appeared indicating the existence of economic and financial difficulties in the Ottoman Empire.<sup>52</sup> After the Persian wars, in 1591, the revenues were about one third less than the expenditure (a deficit of cc. 70 million akçe), the deficit growing to catastrophic proportions in 1597 (cc. 600 million akçe).<sup>53</sup> The deficit of the treasury would seem to confirm the phenomenon observed in connection with the agrarian prices; the inflation, *the monetary crisis hit the bottom in the late 1590s. One of the causes of the growing deficit in the budget was the enormous cost of the two prolonged military entanglements at the end of the century, the Persian war (1578–1590) and the Fifteen Years’ War (1593–1606).*<sup>54</sup> Military spending was significantly enhanced by a process, rather general in the 16th century; *the growth of the number and the proportion of the mercenary troops* within the army. At the beginning of Soliman’s reign, in 1527, the total number of the janissaries, and the sipahis of the Porte was about 13.000; in 1567 it was over 21.000, in 1582 over 27.000, and in 1609 the janissaries alone numbered 37.000.<sup>55</sup> This swelling of the mercenaries of the Porte put the government in a difficult position, and several times during the inflationary period it lagged behind with the payment due at every quarter (ulufe).<sup>56</sup> In order to eliminate the deficit, to pay the mercenaries, and to continue the prolonged wars effectively, the government devaluated the akçe (1584) and paid the soldiers with the new coins, and introduced other measures as well (raised taxes, gave the vacant timars to tax-farmers, etc.)<sup>57</sup> The devaluation of the akçe accelerated the inflation. The akçe, rapidly losing its value, was extensively forged, thus becoming more and

more a copper piece. People wanted to get rid of the depreciating coins, thus speeding up their "circulation". *The inflation of the akçe was added to the inflation of silver ingressing from Western Europe*, the two processes strengthening one another. *The internal and external factors together led to the — in this age unusual — rise of agrarian prices between 1580 and 1606.*

The "price revolution" affected the economic and social system of the Ottoman Empire, causing fundamental changes in its "classical" Turkish system of institutions. The inflation contributed to the disintegration of the *timar-system* and the *servant system* (devshirme).

Service estates or income estates (=timar) meant that their holders, the sipahis, were granted the right of collecting taxes and duties in lieu of payment, and were in turn obliged to provide military service; they were expected to march to war with a number of troops depending on the size of their incomes. As a result of the agrarian boom and the rise of prices, the value of the duties the peasants (reyas) paid in specie was losing its value, and mainly the small holder sipahis were, therefore, less and less able and willing to fulfil their military obligations. The government occasionally responded drastically to the sipahis' absence from military campaigns.<sup>58</sup> The high agrarian prices urged the sipahis to settle down and regard their service holdings as hereditary possessions ("*feudum*"). Their number, at the same time, was dramatically decreasing,<sup>59</sup> and they sank to a lower level as a class, though not disappearing completely. According to Barkan, "the first victim of the widespread inflation was the semi-feudal military ... cavalry".<sup>60</sup> The government was also responsible for the process of the sipahis' being driven into the background. This feudal cavalry, with its obsolete weaponry and tactics could not keep up with the general military development, and thus in the wars at the end of the century a gradually increasing role was played by the growing paid troops of the Porte (janissaries, sipahis of the Porte), and other mercenary elements (sekban, sarija).<sup>61</sup> The government also contributed to the sipahis' losing weight by refusing to distribute the vacant timars, and — as an effort to raise the revenues of the treasury — giving them to tax-farmers, instead. A portion of the timar estates was acquired or bought by court favourites, usurers, tax-farmers, and janissaries. Significant concentration of estates can also be perceived in this period, in some cases more than fifty timars owned by one person.<sup>62</sup> The class taking the place of the sipahis was far from being homogenous. Obviously, the new owners would not even hear of the military obligations that previously had gone with the timars, which slowly began to turn into hereditary estates. The process was strengthened by the appearance of the *çiftlik*, formed on some of the timars, and resembling the Eastern European manorial estate. Riding on the wave of the agrarian boom, the *çiftlik*s appeared at the end of the 16th century, mainly in the fertile plains, spreading extensively, however, rather in the 17 — 18th centuries.<sup>63</sup> It was also due to the effect of the "price revolution" that the wealthy elements of the Ottoman Empire, having joined the trade of commodities,<sup>64</sup> started to get involved in commodity production, as well.

In addition to the timar system, the devshirme system also began to disintegrate. The mercenaries of the Porte (kapi kulu), on account of the depreciation of their pay, began to get involved in trade and crafts. Since the janissaries were exempt from taxes, other elements also tried to avail themselves of this privilege by having themselves included on the payroll, without fulfilling the military obligations

that would have to go with it.<sup>65</sup> The infiltration of merchants and artisans among the mercenaries of the Porte was rendered easier by that the sons of the janissaries – regarded by the law as Moslim – were admitted into the mercenary units first (from 1574) according to a quota, and later the “status” of janissary became generally hereditary.<sup>66</sup> The swelling up of the mercenary units of the Porte had two serious consequences. One was that discipline deteriorated to incredible extents, and the other that this military class, increasingly merging with merchant and artisan elements, and more and more frequently used in factional struggles, was gaining political weight in Istanbul. The inflation led to mutinies among the kapi kulu troops (e.g. in 1592, 1600, 1603), which the government could suppress only with difficulties.<sup>67</sup> The growing number of mercenaries made devshirme, the “child-tax”, unnecessary, and in the 17th century it disappeared completely.

The price revolution had serious consequences in the villages as well. Due to the inflation, the depreciation of the akçe, the government raised the taxes. While in the early 16th century the jizye was only 40 akçe, at the end of the century it was 240 akçe. The permanent wars made the extraordinary, so-called avariz taxes, regular, annual taxes to be paid in money.<sup>68</sup> The abuses of tax-farmers rendered the peasants’ condition more difficult and caused them to leave their lands for the towns or organize themselves into landless, roaming, and plundering bands (levend). The government proposed to solve the problem posed by the levends with its settlement policy (e.g. when Cyprus was taken in 1571, settlers were sent there), and/or by turning these bands into military (sekban, sarija) units. The so-called jelali uprisings at the end of the 16th century, in which the levends and the small holder sipahis joined forces against the central government supporting the tax-farmers, were suppressed with difficulties (between 1596 and 1610).<sup>69</sup>

The Ottoman “price revolution” was *significant* in several respect. It was, on the one hand, *an important factor in the* economico-monetary, social, political, and spiritual *crisis* of the Ottoman Empire.<sup>70</sup> During the 17th century this crisis evolved into a prolonged process of decline. The Ottoman Empire found itself *on the periphery of the* just emerging world economy, more and more subordinated to Western Europe, the new center. However, the price revolution, besides its damaging consequences, resulted in *promising changes* as well. Commodity production and money economy gained strength, and although this process led to the disintegration of what was basically a subsistence economy, and of the traditional, oriental type society with its institutional system, it can still be regarded as basically beneficial. The elements that rode the crest of the agrarian boom accumulated considerable amounts of capital, yet this could not trigger off a Western European style capitalization process.<sup>71</sup> The main reason for that seems to have been that the advantageous agrarian prices drew the attention of the classes that grew rich on tax-farming, usury, and commodity trade towards land. Industry, at the same time, did not promise similar profits, its guild structure also preventing the penetration of commercial capital. *The two sides of the original accumulation of capital* (the accumulation of capital, and the accumulation of labour deprived of the means of production in the towns) *could not be joined.*<sup>72</sup> The turn of the capital towards agriculture resulted in the unfolding of a *re-feudalization tendency similar to that in Eastern Europe.*<sup>73</sup>

## NOTES

1. For the quotation by Marx, see T. WITTMAN: *Egyetemes történet 1500–1789 /World history, 1500–1789/*. Tankönyvkiadó Bp. 1972. 203; for the price revolution in general see T. WITTMAN: *Az árforradalom és a világgpiaci kapcsolatok kezdeti mozzanatai (1566–1618) /The beginnings of the price revolution and world market relations (1566–1618)/*. Bp. 1957.
2. For the Ottoman price revolution, comprehensively, see BARKAN, Ö.L.: *The Price Revolution of the Sixteenth Century: A Turning Point in the Economic History of the Near East*. *International Journal of Middle East Studies* 6 (1975), 12; VINAVER, B.: *La crise monétaire turque 1575–1650*. In: *Publications historique de l'Académie des Sciences de Belgrade*, 1958.; see also TÓTH S.: *A 16–17. századi török válság fő kérdései /The main questions of the Turkish crisis of the 16–17th centuries/*. *Acta Iuvenum. Sectio Historica. Tomus II.* (Ed. GALÁNTHA M. – TÓTH S.) Szeged 1980. 81–89.
3. *Encyclopaedia of Islam I*. Ed. by GIBB, H.A.R. – KRAMERS, J.H. Leiden 1960. 317–318 (under "akçe", by BOWEN, H.)
4. For the views against bimetallism see GERBER, H.: *The Monetary System of the Ottoman Empire*. *Journal of the Economic and Social History of the Orient* XXV (1982), 309–310.; for Ottoman money see MANTRAN, R.: *Istanbul dans la seconde moitié du XVIIe siècle*. Paris 1962. 233–279.; GIBB, H.A.R. – BOWEN, H.: *Islamic Society and the West*. vol. I. Part 2. London 1957. 51–56.
5. BARKAN, Ö.L.: *op. cit.* 12.: according to INALCIK, H. (*The Ottoman Empire. The Classical Age 1300–1600*. London 1973. 46.), one gold piece was worth 54 akçe in 1510; according to LEWIS, B. (*Ottoman Observers of Ottoman Decline*. *Islamic Studies*. vol. I. Karachi 1962. p. 85, note 19), one gold piece was worth 40 akçe at the beginning of the 16th century.
6. BARKAN, Ö.L.: *op. cit.* 12.
7. HEYD, U.: *Ottoman Documents on Palestine (1552–1615)*. Oxford 1960. 120.
8. BARKAN, Ö.L.: *op. cit.* 12.
9. *IBID.* 12.
10. HEYD, U.: *op. cit.* 121.
11. BARKAN, Ö.L.: *op. cit.* 13.; GIBB, H.A.R. – BOWEN, H.: *Islamic Society ... vol. I. Part 2*. 49, 59.
12. *Mühimme Defterleri*. vol. 70. No. 482. quoted by GERBER, H.: *op. cit.* 314.
13. *Mühimme Defterleri*. vol. 73. No. 199. quoted by GERBER, H.: *op. cit.* 323–324.
14. *The Travels of John Sanderson*. The Hakluyt Society. Second Series LXVII. London 1931. 294–295.
15. BARKAN, Ö.L.: *op. cit.* 13–14.
16. BARKAN, Ö.L.: *op. cit.* p. 11. table 1. Barkan examined the budgets of three imarets in Istanbul at three different points of time.
17. BARKAN, Ö.L.: *op. cit.* 16.
18. STAVRIANOS, L.S.: *The Balkans since 1453*. New York 1961. 126.
19. BARKAN, Ö.L.: *op. cit.* 10,13.
20. *IBID.* 10.

21. VELICS A. – KAMMERER E.: *Magyarországi török kincstári defterek 1540–1639 /Defters of the Turkish treasury in Hungary 1540–1639/*. vol. II. Bp. 1886. 699. (May 2. 1601), 709 (October 19, 1601); according to data from Istanbul one okka of butter cost 26 akçe again in 1604–5, cf. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 10.
22. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 10. It is to be noted that he gives the price of honey in kantar (44 okka = 56.5 kgs), and we have converted it into okka. In Bursa, between 1539 and 1565, one okka of honey cost 5–6 akçe, in 1617 cc. 16 akçe (IBID. 16.).
23. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 10.
24. See previous note.
25. VELICS A. – KAMMERER E.: op. cit. vol. II. 663.
26. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 10, 13.
27. For the price of other products see: BARKAN, Ö.L.: op. cit. 10, 13, 16.
28. BARKAN, Ö.L.: op. cit. p. 15. figure 1; for its assessment see IBID. 16; also GERBER, H.: op. cit. 316.
29. HAMILTON, E.A.: *American Treasure and Andalusian Prices, 1503–1660. A Study in the Spanish Price Revolution*. *Journal of Economic and Business History I* (1928); cf. ZIMÁNYI V.: *Magyarország az európai gazdaságban 1600–1650 /Hungary in the economy of Europe 1600–1650/*. Bp. 1976. 20–22.
30. ZIMÁNYI V.: op. cit. 54–70.
31. ZIMÁNYI V.: op. cit. 24; *The New Cambridge Modern History III. The Counterreformation and Price Revolution 1559–1610*. Ed. by WERNHAM, R.B. Cambridge 1968. 32–35 (the relevant section written by SPOONER, F.C.); KOENIGSBERGER, H.G – MOSSE, G.L.: *Europe in the Sixteenth Century*. London 1972. 28–33.
32. ZIMÁNYI V.: op. cit. 58, 159–160.
33. INALCIK, H.: *The Ottoman Empire ...* 49; LEWIS, B.: *Some Reflections on the Decline of the Ottoman Empire*. *Studia Islamica IX* (1957) 119; OLSON, R.W.: *The Sixteenth Century Price Revolution and its Effect on the Ottoman – Safavid Relations*. *Acta Orientalia (Societates Orientales Danica, Norvegica, Svecica)* 38 (1976) 45–55; *The Cambridge History of Islam*. vol. 1/A. London 1977. 344–345 (the relevant section written by INALCIK, H.); GROOT, A.H.: *The Ottoman Empire and the Dutch Republic (A History of the Earliest Diplomatic Relations 1610–1630)*. Leiden – Istanbul 1978. 8–9; DAVISON, R.A.: *Turkey*. New Jersey 1968. 59; TÓTH S.: op. cit. 83–84.
34. OLSON, R.W.: op. cit. 45–46; INALCIK, H.: *The Ottoman Empire ..* 49; HEGYI K.: *Egy világbirodalom végvidékén /On the frontiers of a world empire/*. Bp. 1976. 114; TÓTH S.: op. cit. 81–83.
35. INALCIK, H.: *The Ottoman Empire..* 49.
36. INALCIK, H.: *The Ottoman Economic Mind and Aspects of the Ottoman Economy*. In: COOK, M.A. (ed.): *Studies in the Economic History of the Middle East (from the Rise of Islam to the Present Day)*. London 1970. 217–218; PARRY, V.J.: *The Ottoman Empire 1566–1617*. In: *The New Cambridge Modern History III*. Cambridge 1968. 370.
37. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 6; COOK, M.A.: *Population Pressure in Rural Anatolia 1450–1600*. London 1972. 4–5; for smuggling cf. HEYD, U.: op. cit. 121.
38. COOK, M.A.: *Population Pressure..* 8–9.
39. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 7, 26.

40. SHAW, S.: *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*. vol. I. *Empire of the Gazis: the Rise and Decline of the Ottoman Empire, 1280–1808*. Cambridge 1976. 172–173.
41. VUCINICH, W.S.: *The Ottoman Empire (its Record and Legacy)*. New York 1965. 50; GROOT, A.H.: op. cit. 8–9.
42. BRAUDER, F.: *The Mediterranean and the Mediterranean World in the Age of Philip II*. vol. I. – II. London 1972 - 1973 (transl. by REYNOLDS, S.) II. 593–594; see also COOK, M.A.: *Population Pressure*. 4–6.
43. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 27; BARKAN, Ö.L.: *Research on the Ottoman Fiscal Surveys*. In: COOK, M.A. (ed.): *Studies*... 163–171.
44. INALCIK, H.: *The Ottoman Empire*. 46.
45. COOK, M.A.: *Population Pressure*. 4–12, 33.
46. ERDER, L. – FAROQHI, S.: *Population Rise and Fall in Anatolia 1550–1620*. *Middle Eastern Studies* 15 (1979) No. 3. 322–345. The authors are more sceptical as regards the towns, saying that they possibly had larger populations than can be inferred from the tahrir defters (IBID. 338.).
47. GERBER, H.: op. cit. 313, 315–318.
48. PARRY, V.J.: op. cit. 370–371.
49. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 13.
50. DAVISON, R.A.: op. cit. 59; TÓTH S.: op. cit. 87.
51. See note above; cf. also TÓTH S.: *Török stratégia a tizenötéves háborúban /Turkish strategy in the Fifteen Years' War/ Acta Universitas Szegediensis de Attila József Nominatae*. Acta Historica. Tomus LXIX. Szeged 1981. 18–19.
52. LEWIS, B.: *Ottoman Observers*. 81.
53. IBID.; see also SAHILLIOGLU, H.: *Sivis Year in the Ottoman Empire*. In: COOK, M.A. (ed.): *Studies*. 241.
54. Sultan Mehmet III. is believed to have taken 5 million gold pieces with him on his campaign to Hungary in 1596, cf. ÓVÁRI L.: *A Magyar Tudományos Akadémia Történelmi Bizottságának oklevélmásolatai /Copies of the Historical Committee of the Hungarian Academy of Sciences/*. II. Bp. 1894. 239. (the report of Mark Venier, Venetian Ambassador, from Constantinople, August 9, 1596); it is worth comparing with this the report of another Venetian ambassador, Morosini, in 1585, according to which the Sultan spends five and half million gold pieces on soldiers, cf. DAVIS, J.C.: *Pursuit of Power*. *Venetian Ambassadors' Reports on Spain, Turkey and France in the Age of Philip II*, 1560–1600. New York 1970. 142–143.
55. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 20; INALCIK, H.: *The Ottoman Empire*. 48, 83; according to Morosini's report of 1585 (cf. DAVIS, J.C.: op. cit. 131.), there were 16 thousand janissaries and 12 thousand sipahis.
56. According to SAHILLIOGLU, the soldiers were paid by the lunar, but taxes were collected by the solar year, and due to this difference of 11 days between the two kinds of year, every 33 years the so called leap year (sivis) crisis could be expected, when the government owed four payments, that is one whole year's pay to the soldiers (cf. COOK, M.A. (ed.): *Studies*. 230–252.).
57. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 23.
58. After the battle at Mezőkeresztes, the grand vizir had those who were absent deprived of their holdings, cf. TÓTH S.: *Török stratégia*. 19–20.
59. The number of sipahis in Soliman's time is assessed to have been around 90 thousand, decreasing to 45 thousand by the end of the 16th century, and they



were only about eight thousand in 1630, cf. INALCIK, H.: *The Ottoman Empire..* 48; see also SHAW, S.: op.cit. 127.

60. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 23.
61. BARKAN, Ö.L.: op. cit. 23, 27; *The Cambridge History of Islam*. vol. 1/A 346–347 (written by INALCIK, H.).
62. HEGYI K.: op. cit. 39.
63. STAVRIANOS, L.S.: op. cit. 140–141; SHAW, S.: op. cit. 173; *Encyclopaedia of Islam*. vol. II. London 1965 (entry "ciftlik", written by INALCIK, H.); cf. also ERGIL, D.: *Class Relations and the Turkish Transformation in Historical Perspective*. *Studia Islamica* XXIX (1973–1974) 77–94.
64. For data on the trade of commodities, see HEYD, U.: op. cit. 83, 133; BIEGMAN, N.H.: *The Turco - Ragusan Relationship According to the Firmans of Murad III. (1575–1595)*. The Hague 1967. 123, 124–125.
65. HEYD, U.: op. cit. 68–69 (firman to the beglerbey of Damascus, July 20, 1577)
66. STAVRIANOS, L.S.: op. cit. 121–122; COLES, P.: *The Ottoman Impact on Europe*. London 1968. 167–168, 170–171; PARRY, V.J.: op. cit. 365–366.
67. PARRY, V.J.: op. cit. 371–372.
68. HEGYI K.: op. cit. 106; INALCIK, H.: *The Ottoman Empire..* 50; cf. also the entries "Djizya" and "awarid" in the *Encyclopaedia of Islam*; vol. II. 559–567 (INALCIK, H.), I. 760–761 (written by BOWEN, H.).
69. PARRY, V.J.: op. cit. 372–374; *The Cambridge History of Islam*. vol. 1/A. 343–350 (INALCIK, H.).
70. We do not accept GERBER HAIM's view that (op. cit. 323) "the monetary changes as such no symptom of economic crisis, but at the most, a sign for economic troubles afflicting the state's treasury".
71. For the accumulation of capital in the Ottoman Empire see INALCIK, H.: *Capital Formation in Ottoman Empire*. *The Journal of Economic History* 1969. 97–140.
72. Cf. TÓTH S.: *A 15 éves háború /The Fifteen Years' War/*. In: *Fejezetek a régebbi magyar történelemből II.* (ed. MAKK F.) Tankönyvkiadó, Bp. 1985. 157.
73. Cf. BRAUDEL, H.: op. cit. 593–594.

**AZ „ÁRFORRADALOM” A 16. SZÁZAD VÉGI OSMÁN BIRODALOMBAN**  
(Rezümé)

Az oszmán „árforradalom” jelenségei között a szerző elemzi az ezüst akcse értékcsökkenésének folyamatát. Megállapítása szerint 1566 és 1600 között az akcse ezüsttartalma s hivatalos árfolyama felére, szabadpiaci értéke harmadára csökkent. Ugyanakkor az agrárértékek árai ugrásszerűen növekedtek az 1585 – 1606 közötti két évtizedben, az átlagos áremelkedés meghaladta a 300%-ot is.

A szerző részletesen foglalkozik az oszmán árforradalmat külső (az Európából beáramló ezüst, a nyugat-európai kereslet az agrártermékek iránt) és belső (népesség növekedés, a kormányzat devalvációs politikája) tényezőkkel, illetve ezek együttes hatásával magyarázható hipotézisekkel. A szerző véleménye szerint a török árforradalomban döntő szerepe volt a nyugateurópai inflációnak, amely az inflálódott európai ezüstpénzek bevitelén és a magas áron megvásárolt török agrártermékek kivitelén keresztül „gyűrűzött be”. Bár a kritikus 16. század végi és 17. század eleji időszakban a török birodalom népessége inkább csökkent; a demográfiai struktúra úgy rendeződött át, hogy a városi fogyasztói réteg aránya növekedett, az agrártermelők aránya pedig csökkent. Így a nyugat-európai külső kereslet mellett a belső kereslet is fokozódott az agrártermékek iránt, felhajtva így azok árát. Az árforradalomnak voltak államháztartással összefüggő tényezői is. Szulejmán halálától a 16. század végéig egyre nagyobb kincstári deficit jelentkezett. Ennek okai: a századvég két elhúzódó háborúja, s a fizetett zsoldos csapatok létszámának ugrásszerű emelkedése. A deficit csökkentése céljából folyamodott a kormányzat 1584 – 86 között az akcse devalválásához, majd 1600-ban az akcse stabilizálása mellett a piaci árakat is csökkentette. A központi intézkedések az akcse inflációjához vezettek, amely a nyugat-európai ezüstinflációhoz járult, s e két inflációs tényező egymást erősítette.

A szerző az „árforradalom” következményeként említi a klasszikus oszmán intézményrendszer két fontos részének; a timárrendszernek (szpáhi-rendszernek) és a szolgarendszernek (devsirme) rohamos felbomlását, valamint a falvak rohamos elnéptelenedését (depuláció), s a századvégi dzseláli felkeléseket.

Az „árforradalom” az oszmán birodalom hanyatlásba torkolló válságának egyik fontos oka volt, ugyanakkor erősödött az árutermelés és a pénzgazdálkodás. Jelentős tőkefelhalmozódás is végbement, az agrárkonjunktúra és az ipar gyengesége miatt azonban a nyugat-európai kapitalizációs tendencia helyett a kelet-európaihoz hasonló refeudalizációs tendencia bontakozott ki.

## SUBLEVACIONES CAMPESINAS EN EUROPA CENTRO-ORIENTAL EN LOS SIGLOS XV – XVII: OBSERVACIONES METODOLÓGICAS

En las últimas décadas de nuestro siglo registramos un creciente interés por los movimientos campesinos en la historiografía. En buena parte este interés fue motivado por los diferentes aniversarios, por ejemplo el de la guerra de los campesinos en Alemania. Pero también desempeñaban y siguen desempeñando un importante papel en motivar este interés los movimientos campesinos contemporáneos, por ejemplo en América Latina. Tal evidencia nos presenta el libro de Henry A. Landsberger sobre "Los Movimientos Campesinos en América Latina."

En las investigaciones sobre varias revoluciones se dedicaron diversos capítulos a las sublevaciones campesinas. Sin embargo cuestiones científicas tales como "¿<sup>por</sup> qué y cuándo se rebela el pueblo?" – no ayudan mucho para entender los fenómenos históricos porque hacen desaparecer las diferencias entre la revolución político-social, el golpe de estado, la contrarrevolución, la sublevación obrera, rebelión campesina, etc., o sea se mezclan fenómenos diferentes.

En la historiografía en los últimos lustros nació la aspiración de crear un modelo general para entender las leyes sociales de comportamiento de las masas. Muchas veces se formula abiertamente en estos modelos un propósito instrumental: al conocer "cuándo y por qué razón" se sublevan las masas, será fácil impedir las sublevaciones/revoluciones. En las investigaciones de este tipo se revela intenciones conservadoras.

Sin embargo, las tentativas de crear modelos de este tipo nos podrían dar importantes resultados e informaciones también sobre los mecanismos de las sublevaciones campesinas y ayudar a crear una metodología clara y consistente sobre las sublevaciones campesinas.

Para investigar concretamente los movimientos del campesinado – como tarea básica del historiador – además daría muchas informaciones y novedades científicas perspectiva comparativa de los movimientos *en una región histórica*.

En este ensayo quisiéramos presentar una visión preliminar sobre *un tipo* de movimientos campesinos *en una* región concreta, Europa Centro-Oriental (países de hoy: Alemania, Hungría, Checoslovaquia, Polonia, Rusia, Rumanía y Austria) durante los siglos XV – XVII.

El punto de partida es muy simple y sencilla: ¿por qué razones en estos dos siglos el *epicentro* de las sublevaciones campesinas de Europa se encontraba en ésta región? Además: ¿cuáles eran las razones y las causas de *los ciclos* en estos movimientos?

En esta región de Europa hemos encontrado *tres ciclos* importantes de las sublevaciones: la primera mitad del siglo XVI (1504 – 1547) era *el primer período de las sublevaciones*; *el segundo período* era en los dos últimos lustros del siglo XVI y la primera década del siglo XVII (1590 – 1609); *el tercer ciclo* de los "terremotos" sociales era entre 1640 – 1650.

El interés del investigador se formuló las preguntas siguientes muy simplemente; ¿por qué las sublevaciones tienen *este ritmo* y por qué en los territorios circunscritos estallaron estas sublevaciones? y más; ¿ los movimientos/sublevaciones tienen o no una base y causa *común*?

Sergei Skazkin — analizando los movimientos campesinos europeos en toda la época medieval — distingue tres períodos diferentes de las luchas de la clase campesina. Según él el primero se formó en el período medieval *temprano*, cuando los campesinos de la servidumbre recientemente creada, estaban luchando contra su nueva dependencia, restaurando "las leyes viejas", "la justicia vieja", o sea, el campesinado quería recobrar su *vieja status libre* de las antiguas comunidades germánicas.

En los siglos XIII — XIV. los movimientos campesinos se presentaron en las nuevas condiciones de la *producción mercantil*. El objetivo de este *segundo período* de Skazkin era conservar las posiciones favorables que habían logrado en tiempos anteriores (los siglos XI — XIII): derecho del libre cambio de su domicilio, obstaculizar el aumento de contribuciones, rescatar las tierras comunes, etc. etc.

El tercer período de los movimientos campesinos — según Skazkin — es el siglo XVI, cuando el enemigo principal del campesinado ya era la monarquía centralizada y el Estado absolutista. El elemento de la lucha del campesinado en este período — dice Skazkin — era el nacimiento del nuevo objetivo de "gobierno campesino". Su ejemplo es la behetría española y las aspiraciones de los campesinos de Alemania del Sur por el status de "Canton", semejantes a Suiza.

Entre sus ejemplos encontramos una *capa nueva* de los campesinos libres de Europa Centro-Oriental, que, por su actividad militar contra los turcos y tártares, recibía *libertades* de algunos reyes católicos (estos grupos tenían servicio militar en las fronteras, por. ej. *hajdú's* en Hungría, Croacia, los kosaks en Ucrania).

Nosotros no podemos aceptar esta periodización de Skazkin y principalmente por la interpretación de la tercera fase es que nos parece muy superficial (por ejemplo su visión sobre *las behetrías*).

Nuestro análisis está dedicado a este tercer período en la versión de Skazkin.

El punto de partida de nuestra interpretación es el nuevo proceso económico de Europa, iniciado en la segunda mitad del siglo XV. De este período se formaba una relación económica entre Europa occidental y Europa Centro-Oriental: La primera región exportó a la segunda región mercancías manufacturadas (principalmente textiles); la segunda región suministró a Europa occidental con alimentos: cereales, vino, ganado. La región Báltica y Polonia exportaron principalmente trigo, Hungría y Rumania ganado vivo; Eslovaquia y Hungría-Alta enviaron vino hacia los mercados occidentales.

No tenemos aquí y ahora la posibilidad de demostrar los detalles de este proceso, sin embargo es un hecho, que este proceso (= los contactos comerciales entre las dos regiones de Europa) fue acelerado por "la revolución de los precios" en el siglo XVI. Desde nuestro punto de vista solamente el siguiente hecho tiene importancia: al "desafío" occidental Europa Centro-Oriental contestó con una exportación dinámica de alimentos, ampliando rápidamente su producción agraria.

Al "desafío" occidental contestó, reaccionó *no* solamente la economía señorial, sino también, la economía campesina, aumentando su producción de mercancías desde el fin del siglo XV.

Los movimientos campesinos de Europa Centro-Oriental deben ser vinculados con este nuevo fenómeno económico. El "desafío" occidental de Europa provocó en la agricultura de Europa Centro-Oriental una *competencia* muy fuerte entre la economía señorial y campesina. Ambas tenían interés de utilizar este nuevo impulso económico y ambas reaccionaron con el aumento de su producción mercantil. Por eso en el campo se crearon grandes tensiones entre estas dos economías, aspiraciones provocando una nueva fase de la lucha de clases. Las sublevaciones campesinas tienen sus raíces en ésta problemática. Pero se necesita entender: ¿por qué?

Exportando a los mercados occidentales — y las distancias geográficas significaron grandes dificultades en este tiempo — los latifundistas, los nobles tenían mayores ventajas; principalmente por sus privilegios señoriales, por sus privilegios estamentales. Por ejemplo: tenían sus facilidades de aduana porque no pagaban impuestos; tenían amplios contactos personales y familiares y buenas informaciones; mejor capacidad de transporte, etc. etc. Además, con sus privilegios señoriales obligaron a los campesinos a venderles a ellos sus productos a un precio forzoso y bajo.

En esta situación delicada y llena de tensiones tenía gran importancia el hecho histórico que en Europa Centro-Oriental el *desarrollo de las ciudades, la urbanización* no tenía tan alto nivel como en Europa occidental (densidad de ciudades, el número de la población de ciudades, etc.) Por un lado, el campesino necesitó los mercados cercanos donde fácilmente hubiera podido vender sus mercancías — pero en esta región de Europa Centro-Oriental el campesinado no tenía esta posibilidad. Por otro lado, en esta región no se formó un fuerte grupo de comerciantes que, comprando y recogiendo las pocas mercancías de los campesinos, en gran escala habría exportado a los mercados occidentales.

Sin embargo, esta nueva situación y las relaciones económicas entre las dos regiones de Europa inició la primera etapa de la dependencia económica de Europa centro-oriental, que apoyaba en aquel entonces a los sectores latifundistas-señoriales y debilitaba las economías de las ciudades y la posición de los campesinos.

Y este último es un hecho muy importante: en esta situación de competencia los latifundistas aumentaron las contribuciones y rentas de sus campesinos; principalmente la contribución del trabajo tenía "renacimiento" en relación con la rápida ampliación de las haciendas señoriales; y aumentó las rentas en especie también. Además, utilizando esta coyuntura favorable, nacieron nuevas leyes en esta región de Europa para obstaculizar la mudanza libre del campesinado. Esta situación nueva, creada por las leyes anticampesinas, a partir de Engels recibió el nombre de "Zweite Leibeigenschaft" (segunda servidumbre-personal) y el nuevo latifundio, dirigido directamente por el latifundista (Gutsherrschaft).

El renacimiento de la *prestación* (= el trabajo personal obligatorio en la hacienda), la prohibición de la libre mudanza del campesino del latifundio, la

producción directa señorial en las haciendas, utilizando el trabajo obligatorio-forzoso para la exportación del mercado occidental-estos tres factores son los elementos nuevos más importantes en la historia agraria de los siglos XV – XVII en Europa centro-oriental.

El primer período de las sublevaciones campesinas (1502 – 1547) significó la protesta de los campesinos contra estas condiciones y aspiraciones nuevas de sus dueños. Además, las sublevaciones surgieron de las aspiraciones de estos campesinos por conservar sus *status libre* ("Hörige") – utilizando este "desafío" económico a su favor y rechazando las ambiciones señoriales de aumentar las contribuciones obligatorias, que constituían graves obstáculos de esta actividad mercantil de los campesinos.

La derrota de estas primeras sublevaciones significó la derrota de las aspiraciones campesinas a producir mercancías; los latifundios vencieron y con esta se consolidó la segunda servidumbre-hasta la segunda mitad del siglo XIX en estas regiones. Analizando la situación y las circunstancias de estas primeras sublevaciones, vemos que estas estallaron sólo en Europa Central (Alemania, Bohemia, Hungría, Croacia, parte occidental del Rusia, en el Báltico, en Dinamarca), donde el "desafío" occidental aumentó la exportación de vacas, y esto aumentó también el apetito de los latifundistas daneses. El fracaso de las sublevaciones en toda la región significó – como hemos mencionado – la derrota de la producción mercantil campesina. Aunque, hay una excepción: la guerra de los campesinos en Alemania. Mirando el mapa, se entiende fácilmente su causa.

Las zonas principales de la guerra campesina de Alemania se redujeron en Alemania del Sur y del Sudoeste; una zona, donde la urbanización era muy fuerte y donde el gran número de ciudades proporcionó un *Hinterland* comercial y político fuerte para los campesinos. Las ciudades alemanas del Suroeste jugaron un rol intermediario comercial entre las dos regiones de Europa; la minería alemana también tenía gran peso en esta economía y sociedad. Por eso, los campesinos tenían apoyo económico, político, e incluso moral, contra los nobles-latifundistas.

Por eso, la guerra campesina vencida por una alianza "pangermana" de los latifundistas y Estados feudales alemanes a pesar de su derrota, no impuso la posición de la segunda servidumbre. Los campesinos, a pesar de su derrota, quedaron en posiciones fuertes y conservaron sus libertades anteriores (*status "Hörige"*).

Pero el resultado general de Alemania es más negativo: "desde Este del río Elba" – donde los campesinos no participaron en la guerra, pero donde la urbanización era muy débil – el campesinado quedó sin defensa frente a sus dueños por la falta del apoyo de las ciudades. Por eso, aquí se formó el *Gutsherrschaft* prusiano que realizó los mecanismos nuevos de la opresión sin límites de los campesinos (*status "Leibeigene"*), creando la base de "la vía prusiana" de la agricultura para siglos.

Los mapas de las sublevaciones sugieren también otras observaciones. En primer lugar tenemos que acentuar algunos fenómenos importantes: en Polonia en este período también se iniciaba un fuerte ataque contra las libertades de los campesinos, por el control de la fuerza de trabajo campesina. Sin embargo no se registraron allí sublevaciones en este momento campesinas. Las causas de este

fenómeno son muy claras: en las sublevaciones campesinas hay que contar con algunos *factores externos* importantes. En Alemania, durante la guerra de los campesinos, las ciudades y muchos grupos de la pequeña nobleza también entraron en la lucha por sus propios objetivos, y tenemos también informaciones sobre los movimientos del preproletariado.

Estos movimientos en muchos casos tenían *contactos* con el movimiento de los campesinos alemanes. Además, los campesinos alemanes utilizaron las ideas de la Reforma contra los dueños, creando su ideología propia con argumentos religiosos.

En Bohemia no sólo tenía influencia la ideología de la Reforma, sino que también había un factor protonacional o factor étnico que ayudaba la lucha campesina; las ciudades *checas* ayudaron a los campesinos *checos* contra los latifundistas (en su mayoría) *alemanes*. En Hungría y en Croacia tenemos que mencionar además de la influencia rebelde de las corrientes populares de la Reforma; hay que tomar en consideración asimismo que el aparato del Estado feudal a causa de la expansión turca se debilitó drásticamente en este período.

En resumen, en las sublevaciones debemos tener en cuenta los factores externos del campesinado que influyeron las condiciones de las posibilidades del éxito. . .

En Polonia estos factores externos *no* ayudaron a los campesinos polacos. Las ciudades con su "derecho alemán" (y con su población alemana), no se solidarizaron con los campesinos *polacos*, quienes fueron subyugados por un Estado muy agresivo de los nobles polacos ("república de nobles") realizando la nueva fase de la segunda servidumbre en Polonia. Pero, a base de estas sublevaciones, podemos formular también otra conclusión.

En la primera mitad del siglo XVI *solamente Europa Central* participó en esta división del trabajo del continente exportando sus alimentos a Europa Occidental. La otra parte de esta región, *Europa Oriental* — las partes más distantes de la Europa occidental — realizó un contacto comercial con la Europa occidental *más tarde*, al final de siglo XVI. La ampliación de las exportaciones de alimentos en esta región oriental de Europa nos señalan, como indicadores indirectos — las sublevaciones en Finlandia, en Rumanía, en algunas partes europeas del Imperio Turco, zonas bielorrusas y ucranianas de Rusia en el fin del siglo XVI y a principios del siglo XVII. La conclusión: el *segundo período* de las sublevaciones campesinas estallaron en las regiones lejanas de *Europa oriental*, señalando el ritmo y desarrollo del naciente capitalismo en Europa occidental y sus crecientes necesidades de alimentos. Las sublevaciones en esta región oriental de Europa son señales de la nueva opresión de los latifundios y sus ambiciones de exportar productos de la agricultura al Occidente.

Algunas sublevaciones en Europa Central — en este segundo período — fueron excepciones y no tenían una gran relación con este proceso general. En Hungría en la Alta-Austria las sublevaciones de aquella época (1590—1609) tenían las causas de su surgimiento en el impedimento de la expansión turca y en las necesidades de las guerras contra los turcos. Durante las guerras contra los turcos, los Estados cristianos (Imperio de los Habsburgos de Austria) necesitaron más alimentos, más contribuciones, etc. que aumentaron las cargas de los campesinos.

En este segundo período de las sublevaciones ya hay que contar con un nuevo factor importante: con el fin de "la revolución de precios", que significó *un fuerte golpe* para las regiones exportadoras de alimentos. Los resultados de este fenómeno nuevo era muy importante.

En los últimos lustros las investigaciones sobre el alza de los precios europeos han alcanzado interesantes resultados. Es evidente por ejemplo, que "la revolución de precios" — el alza rápida — tenía principalmente influencia para los precios de las mercancías *agrarias*: el alza de los precios de los productos industriales fue mucho más modesta. Se comprueba también que esta fiebre de los precios cesó entre 1610—1620, y en la tercera década del siglo ya evidente la decadencia era de los precios. Desde 1620 el nivel de los precios permaneció estable en Europa occidental (naturalmente con fluctuaciones "normales" de corto plazo) mientras en Europa centro-oriental continuaba el declive radical de los precios de las mercancías agrarias.

Con este fenómeno surgió el fenómeno de "tijera" de precios: un creciente distanciamiento entre los precios industriales y los precios de los alimentos. Esta situación ayudó a la producción industrial de Europa occidental, mientras golpeaba duramente los latifundios y en general la agricultura en Europa central-occidental. Las ganancias de la exportación de las mercancías agrarias se estaban bajando en forma muy radical creando una fuerte *crisis agraria* en Europa central-oriental.

Había sólo una excepción: la producción y la exportación de *vino* que — por el constante alto nivel de los precios — se mantendrá elevada en términos de cantidad y de valor en todo el siglo XVII ( Hungría-Alta, Eslovaquia). Es probable que las ciudades de las regiones del vino por esta razón y posibilidad empezaron a dedicarse a la producción de vino dejando sus actividades industriales. (Por ejemplo, los dos famosos vinos húngaros de hoy: *Sangre de toro* y el "*tokaji*" es producto de las dos ciudades de Hungría-Alta: *Eger* y *Tokaj*).

La exportación del trigo de Polonia y el Báltico ruso llegó también a una situación difícil. En la segunda mitad del siglo XVII las regiones orientales de Europa — dedicándose ya a las exportaciones de alimentos necesarios para Europa occidental — no tenían otra alternativa que exportar más que antes y más barato que antes. . . Pero en la búsqueda de encontrar salida de la crisis agraria, los latifundistas feudales utilizaron métodos típicamente feudales: aumentaron el nivel de la presión y la explotación de sus campesinos; aumentaron los días de contribución de trabajo forzoso (como una variante europea de la mita americana). El campesino tenía obligación forzosa de trabajar 3—5 días semanalmente en los campos del dueño, aumentaron también las contribuciones en especie, etc.

Los latifundistas continuaron la exportación de las mercancías agrarias pero en detrimento de sus campesinos. Las páginas más oscuras de la historia agraria de Europa central-oriental fueron escritas en este período.

Detrás de las sublevaciones fuertes de mediados del siglo XVII en Europa central-oriental estuvo una presión y explotación antes no conocidas — como base económica general.

El epicentro cronológico de estas sublevaciones se encuentra entre 1640—1650. Sin embargo, es muy conocido que esta década significó en toda



Europa un ciclo grande de los movimientos políticos y sociales. Sobre la base de esto habló Trevor Roper sobre "seis revoluciones simultáneas" entre 1640–1650. Sin embargo, en estos años toda Europa entró en la guerra: las sublevaciones de Cataluña y Portugal por su independencia, las rebeliones en Palermo y en Nápoli, la *Fronde* en Francia, el epílogo de la guerra de independencia de los Países Bajos y naturalmente la revolución burguesa en Inglaterra. En la historiografía europea estos fenómenos se califican como "crisis general del siglo XVII" de Europa. Y naturalmente, *la guerra de las 30 años* (1618–1648) nos señala también que los intereses económicos y políticos de Europa tenían ya estructura común y eran muy interrelacionados aunque contradictorios, y revela también los problemas y conflictos de la transformación económica y social de Europa; en otras palabras: el nacimiento del capitalismo en Europa.

Naturalmente, en la esfera de las luchas de clase estos movimientos respondían a diferentes problemas. Las sublevaciones en Palermo, en Nápoli, en Cataluña y Portugal; la *Fronde* nacieron de la crisis del comercio decadente del Mediterráneo y de la decadencia de Castilla; se reflejó el hecho que el centro de la economía y el comercio desde el Mediterráneo se cambió a la costa atlántica (Amsterdam, Amberes, Londres) y que el comercio de Levante perdió su importancia anterior, mientras tanto los burgueses de Inglaterra y Holanda realizaron sus revoluciones modernas, destruyendo el feudalismo.

Europa central-oriental con sus sublevaciones campesinas participaba en este concierto de explosiones sociales del siglo XVII. Pero en estas sublevaciones participaron también las ciudades en decadencia. Sin embargo en todo caso encontramos como factores externos e ideológicos: los problemas *religiosos* y los conflictos *étnico-nacionales*. Sin embargo, en este tercer período de las sublevaciones campesinas de Europa central-oriental era el más grande la guerra de *B. Hmelnicki en Ukraina*. En esta guerra podemos encontrar el conflicto de los campesinos *ukranios* y latifundistas *polacos*, la defensa de la religión *ortodoxa* (pravoslavia) contra los dueños *católicos-polacos*, y la defensa de las libertades de los *kosask* amenazadas por los dueños polacos: por el Estado polaco que conquistó *Ukraina*.

Simultáneamente con el movimiento de *B. Hmelnicki* nacieron las sublevaciones de los campesinos *polacos* contra las presiones aumentadas. . .

Aunque las sublevaciones del campesinado polaco fracasaron, sin embargo, los latifundistas y los Estados feudales de Europa centro-oriental tampoco ganaron mucho. La producción agraria, por sus métodos extensivos y forzosos-feudales era muy costosa. En la segunda mitad del siglo XVII para Europa occidental esta mercancía agraria en precios altos no era tan necesaria como antes. Europa occidental desde la segunda parte del siglo XVII ya tenía su *propia agricultura dinámica*, capaz para asegurar su propio abastecimiento en el siglo XVIII. La agricultura de Europa occidental produjo más productos que en el período anterior, por eso el mercado occidental ya no necesitó alimentos de otras regiones de Europa. Esta es la causa que los latifundistas victoriosos no tuvieron fuerza y posibilidad de conservar sus mercados occidentales desde el último tercio del siglo XVII. Sus contactos comerciales decayeron o/y terminaron - provocando una decadencia total en la

economía de Europa central-oriental. Esta región de Europa inició su estancamiento de largo plazo hasta las últimas décadas del siglo XIX, conservando el latifundio y los métodos más duros y brutales de la explotación del feudalismo. Hay, sin embargo, en los movimientos campesinos de Europa Centro-Oriental otro aspecto también, el cual ha recibido hasta ahora poca atención en la historiografía, por cuanto merece mención que los tres ciclos supuestos por nosotros de los movimientos campesinos desde el punto de vista cronológico se interrelaciona fuertemente con los tres períodos de la culminación de las tempranas revoluciones burguesas.

En el primer período — considerado por nosotros — donde se desarrollaban los movimientos Comuneros españoles y la guerra de los campesinos alemanes, la historiografía considera ver en estos dos tempranas revoluciones burguesas abortadas. En el segundo período del movimiento campesino triunfó la revolución de Holanda (la tregua de 1609) y, en el tercer período, la revolución inglesa. Estas interrelaciones cronológicas nos alertan que la época de las tempranas revoluciones burguesas — cuya época nosotros lo consideramos entre 1450—1650, cuando, citando a I. Wallerstein, se desarrolló la primera época de la formación de la economía mundial moderna — vale la pena de observarla y de analizarla como un proceso amplio de los movimientos de las masas europeas. En ese ciclo del nacimiento del capitalismo las tempranas revoluciones burguesas y las intenciones revolucionarias abortadas significan tan solo la cúspide visible de una montaña de hielo: en el fondo se puede descubrir las corrientes de diferentes movimientos populares y de masas, los cuales moviéndose en una interrelación estrecha formaron el proceso de las inconformidades sociales amplias a bastante profundas de Europa.

- Sz. D. SZKAZKIN: A parasztság a középkori Nyugat-Európában. (Los campesinos en Europa Occidental medieval). Budapest, 1979.
- ROLAND MOUSNIER: Peasant Uprising in Seventeenth - Century France, Russia and China. New York, - Evanston - San Francisco - London, 1972.
- IMMANUEL WALLERSTEIN: A modern világgazdasági rendszer kialakulása. 1450–1650. Budapest, 1983.
- SZÜCS, JENŐ: Vázlat Európa három történeti régiójáról. (Esquema sobre las tres regiones históricas de Europa). Budapest, 1982.
- PACH, ZSIGMOND PÁL: A nemzetközi kereskedelmi útvonalak 15–17. századi áthelyeződésének kérdéséhez (La reestructuración de las rutas del comercio) Századok, 1968.
- ANDERLE, ÁDÁM: Forradalomelmélet és polgári apológia. (Teoría de las revoluciones y apología burguesa) Tanulmányok. Békéscsaba, 1979.
- LANDSBERGER, HENRY A.: Peasants movements in Latin America. Ithaca and London, 1969.
- PIERRE VILAR: Oro y Moneda en la Historia. 1450–1920. Barcelona, 1969.
- WITTMANN, TIBOR: Az „árforradalom” és a világpiacon kapcsolatok kezdeti mozzanatai. (La revolución de precios y los primeros elementos del mercado mundial). Budapest, 1957.
- ZIMÁNYI, VERA: A magyarországi ármozgások helye az európai fejlődésben (Los movimientos del precio en Hungría y su lugar en el desarrollo de Europa) Történelmi Szemle, 1972. No. 2.
- C. BICKFORD O'BRIEN: Muscovy and the Ukraine. From the Pereiaslav Agreement to the Turce of Andrusovo, 1654–1667. Berkeley and Los Angeles. 1963.
- BARTA, GÁBOR - FEKETE NAGY, ANTAL: Parasztháború 1514-ben. (Guerra de campesinos, 1514). Budapest, 1973.
- VARGA, JÁNOS: Jobbágyrendszer a magyarországi feudalizmus kései szakaszában (Sistema de servidumbre en el feudalismo tardío de Hungría). 1556–1767. Budapest, 1969.
- E. J. HOBBSBAM: Revolution. CISH. AHA. XIV. Internacional Congress of Historical Sciences. San Francisco, 1975.
- PEREZ ZAGORIN: Prolegomena to the Comparative History of Revolution in Early Modern Europe. COMPARATIVE STUDIES IN SOCIETY AND HISTORY. 1976, No. 2.
- CARL J. FRIEDRICH (ed.): Revolution. Yearbook of the American Society for Political and Legal Philosophy. New York, 1967.
- M. A. BARG: Stravritel'no-istoricheskoe isuchenie burzuasnuh revollucii. XVI–XVIII. VOPROSŪ ISTORII, Moscu, 1975. No. 9. (en la lengua rusa)
- J. CH. DAVIES (ed): When men revolt and why. A reader in political violence and revolution. New York, 1971.
- R. MERRIMAN: Six Contemporary Revolutions. Oxford, 1938.

PARASZTMOZGALMAK KÖZÉP-ÉS KELET-EURÓPÁBAN A XVI–XVII.  
SZÁZADBAN: MÓDSZERTANI MEGJEGYZÉSEK.

(Rezümé)

A tanulmány az elmúlt évtizedek XVI–XVII. századi gazdaság- és társadalomtörténeti kutatásairól szóló magyar és nemzetközi szakirodalom eredményeit hasznosítva a XVI–XVII. századi parasztmozgalmakról vet fel néhány módszertani jellegű megjegyzést.

E térség paraszti nyugtalanságait olyan koordináta-rendszerben helyezi el, amelynek egyik vektora kronológikus („idő”), a másik pedig földrajzi („hely”) meghatározottságú. E két szempont szerint katalogizálva a parasztmozgalmakat, három sűrűsödési periódust, „epicentrumot” körvonalaz. Az első az 1504–1547-es periódus, a második 1590–1609, a harmadik pedig az 1640–1650/55 közötti szakasz.

Ezek a sűrűsödési sávok földrajzilag is jól körülhatárolhatók: az első szakaszban Közép-Európa az epicentrum, 1590–1609 között azonban ez az epicentrum keletebbre húzódik. A parasztmozgalmak ilyen földrajzi mozgása az Európán belüli munkamegosztásból vezethető le, amely e térség agrárgazdaságára gyakorolt erős hatást, s a földesúri árutermelő aspirációk és agressziók erősödésével magyarázható. A harmadik fázis viszont már a Nyugat-Európával korábban meglévő munkamegosztásos gazdasági kapcsolatok kifulladásával függött össze, jelezve e térség agrárgazdaságának kezdődő kínjait, s a földesúri presszió fokozódását.

A tanulmány azonban bemutatja azt is: maga a földesúri presszió egymagában nem elegendő magyarázatként e parasztmozgalmak kirobbanására. Egyéb, külső okok és tényezők megléte esetén szerveződik mozgalmommá-felkeléssé a paraszti elégedetlenség. A mozgalmak eltérő eseteiből levont közös tanulság, hogy vallási és etnikai-nemzeti elnyomatottság elemei is jelen voltak a felkeléssé szerveződő paraszti nyugtalanságban. E motívumok (vallási konfliktusok, etnikai jellegű ütközések) egyben más osztályok, rétegek, csoportok támogatását is jelentették, s együttesen adták-adhatták meg a siker reményét és segítettek mozgósító ideológiák kialakulásában.

A tanulmány végül felveti: a közép-kelet-európai parasztmozgalmak e három ciklusa részét képezi a korai polgári forradalmak ciklusának, amit a tanulmány – I. Wallerstein más jellegű gondolatmenetét felhasználva – az 1450–1650 közötti periódusban helyez el. E korszakban a korai polgári forradalmak vagy ilyen jellegű kísérletek erős kronológikus korrelációt mutatnak a közép-és kelet-európai térség parasztmozgalmainak ciklusaival. Az első ciklusban jelent meg és szenvedett vereséget korai polgári forradalmi kísérletként a spanyol comuneros-mozgalom és a német parasztháború; a második ciklusban lett független Hollandia, a harmadikban pedig az angol forradalom győzelme következett be. E kronológikus egybe-

esések felvetik azt a szempontot is, hogy érdemes a korai polgári forradalmak ciklusán belül három egymáshoz kapcsolódó külön szakasszal számolni, s a korai polgári forradalmakat összeurópai keretben, a különböző előjelű és jellegű népmozgalmak (rendi nemesi mozgalmak, városi felkelések és zavargások, parasztfelkelések és eretnekmozgalmak) széles áramában elhelyezni.

A korai polgári forradalmak jelentkezése és a parasztmozgalmak közötti kronológiai kapcsolat mögötti összefüggések vizsgálata további kutatást igényel, hangsúlyozza a tanulmány.



TABLE – INDICE – CONTENTS

Sándor Csernus: Mutation de l'historiographie française et élargissement de son horizon au XV <sup>e</sup> siècle. Un exemple: "les affaires de Hongrie" .....	3
Judit Fodor: La teoría política española del siglo XVI y la legislación de las Indias .....	19
Sándor László Tóth: The "price revolution" in the Ottoman Empire at the end of the sixteenth century .....	35
Ádám Anderle: Sublevaciones campesinas en Europa Centro-Oriental en los siglos XV – XVII: observaciones metodológicas .....	49





**Felelős kiadó a Bölcsésztudományi Kar dékánja**  
**A szerkesztési és műszaki szerkesztési munkák a JATE Kalmár László**  
**Kibernetikai Laboratóriumban készültek**  
**X-4045 lézer nyomtató alkalmazásával**  
**Készítette: Szegedi Nyomda**  
**Felelős vezető: SURÁNYI TIBOR igazgató**  
**A kézirat nyomdába érkezett 1988-ban, megjelent 1988-ban**  
**425 példányban 6 A/5 ív terjedelemben**  
**az MSZ 5601 – 59 és az MSZ 5603 – 55**  
**szabvány szerint**